Ressources naturelles Canada | Natural Resources Canada



Analyse des lacunes relatives au Guide d'orientation fédéral en géomatique sur la cartographie des zones inondables

Étude de cas sur la mobilisation des Autochtones en Saskatchewan.

Ressources naturelles Canada
Natural Resources Canada

Analyse des lacunes relatives au Guide d'orientation fédéral en géomatique sur la cartographie des zones inondables

Étude de cas sur la mobilisation des Autochtones en Saskatchewan.

Canada

Also available in English under the title: [Gap Analysis for the Federal Geomatics Guidelines for Flood Mapping: Saskatchewan Indigenous Engagement Case Study]

Pour obtenir des renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Ressources naturelles Canada à copyright-droitdauteur@nrcan-rncan.gc.ca.

Cat. No. M114-46/2026F-PDF (En ligne) / ISBN 978-1-100-01395-4

© Sa Majesté le Roi du chef du Canada, représenté par le ministre des Ressources naturelles, 2026

Analyse des lacunes relatives au Guide d'orientation fédéral en géomatique sur la cartographie des zones inondables : Étude de cas sur la mobilisation des Autochtones en Saskatchewan

Préparé par

Mahihkan Management Solutions Inc.

1466 Avenue Enderby, Delta, Colombie-Britannique, V4L 1S5

250-574-7638

www.mahihkan.ca

Natural Resources Canada | Ressources naturelles Canada

Mahihkan MANAGEMENT

Auteurs

Avec une humble gratitude, nous respectons le savoir et les contributions des partenaires des Premières Nations et reconnaissons la souveraineté de l'information fournie. Ce rapport a été produit par Mahihkan Management Solutions Inc., une entreprise appartenant à des Autochtones qui se spécialise dans la conception et la réalisation d'activités de mobilisation auprès des Autochtones, ainsi que dans les services de recherche et d'analyse des politiques. Ce rapport a été rédigé par Mahihkan Management. Culturellement et ethniquement diversifiée, l'entreprise Mahihkan travaille avec des entrepreneurs représentant plusieurs cultures, y compris des peuples autochtones, et a collaboré avec le gouvernement et des organisations dirigées par des Autochtones pour mener des activités de mobilisation, réaliser des recherches et faire progresser les dossiers à l'échelle du Canada.

Table des matières

Table des matières 3

Liste des figures 6

Liste des tableaux 6

1. Résumé 7

2. Répercussions des inondations sur les Premières Nations en Saskatchewan 9

3. Répercussions des inondations sur les communautés métisses en Saskatchewan 26

3.1 Contexte et fondements de la gouvernance 26

3.2 Risque d'inondation et exposition géographique 26

3.3 Répercussions socio-économiques et culturelles des inondations 27

3.4 Capacité, accès et exclusion systémique 28

3.5 Systèmes de savoirs métis et intendance environnementale 28

3.6 Gouvernance inclusive et possibilités de cogestion 29

3.7 Orientation vers la prévention et la résilience 29

3.8 Recommandations politiques 30

3.9 Conclusion 31

4. Gestion des urgences et communautés des Premières Nations 33

5. Analyse des lacunes de la mobilisation fédérale existante concernant la cartographie des zones inondables 35

5.1 Méthodes 35

5.2 Résultats 35

5.2.1 Programmes fédéraux et mobilisation 35

6. Analyse des lacunes des programmes 44

6.1 Programme d'aide à la gestion des urgences (PAGU)–SAC....44
6.2 Un système multijuridictionnel néglige les besoins des Premières Nations....45
6.3 Obstacles structurels dans le modèle de prestation du PICAI....46
6.4 Prévention et atténuation par rapport à réaction et intervention....48
6.5 Indemnisation ou renforcement des capacités....49
6.6 Programme de gardiens autochtones (ECCC)....51
6.7 Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC)....51
6.8 Accords d'aide financière en cas de catastrophe (SP)....52
7. Lacunes dans l'harmonisation des programmes avec les priorités des communautés....55
7.1 Prise en compte des besoins des communautés....55
7.1.1 Processus participatif : Des modèles aux significations....56
7.1.2 Cocréation des connaissances et amélioration des résultats....56
7.2 Étude de cas : Projet de cartographie des zones inondables de Mistawasis Nêhiyawak (Thapa, 2019)....57
7.2.1 À propos du projet....57
7.2.2 Processus de cartographie participative en trois étapes....57
7.2.3 Résultats concrets de l'étude....58
7.2.4 Pourquoi c'était important....58
7.2.5 Cadre Honouring Water et codéveloppement....59
7.3 Obstacles à l'information....60
7.3.1 Modèles de remplacement : Décentralisation et responsabilisation....60
7.4 Pourquoi c'est important....62

7.4.1 Gestion transfrontalière de l'eau 63

7.5 Comparaison des approches réactives et proactives 65

7.6 Résumé et transition vers les recommandations 66

8. Recommandations 68

9. Résumé – Mobilisation des Premières Nations sur la cartographie des zones inondables en Saskatchewan 71

9.1 Introduction et contexte 72

9.2 Aperçu de la mobilisation 75

9.3 Ce que nous avons entendu 81

9.4 Ce que nous avons appris 86

9.5 Considérations relatives aux Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables 89

9.6 Prochaines étapes 93

10. Conclusion 95

Annexe A : Références 96

Annexe B : Acronymes et définitions 103

Annexe C : Projets en Saskatchewan 104

Annexe D : Ordres du jour des séances de mobilisation 138

Annexe A : Liste des nations et organisations participantes 142

Liste des figures

Figure 1 : Étapes pour améliorer les interventions d'urgence grâce à la cartographie des zones inondables et au renforcement des capacités autochtones. 50

Figure 2 : Obstacles structurels à une intervention d'urgence équitable en cas d'inondation dans les communautés autochtones. 63

Liste des tableaux

Tableau 1 : Répercussions des inondations sur les communautés autochtones de la Saskatchewan. ... 11

Tableau 2 : Recommandations d'action politique visant à surmonter les obstacles systémiques auxquels se heurtent les communautés métisses et à soutenir des résultats équitables en matière de résilience aux inondations. 30

Tableau 3 : Incidents couverts par les AAFCC impliquant des Premières Nations de la Saskatchewan. 40

Tableau 4 : Approches réactives par rapport à proactives. 65

Tableau 5 : Aperçu de la participation par organisation et par format. 77

Tableau 6 : Participation par type d'organisation et par format de mobilisation. 77

1. Résumé

Les inondations entraînent des répercussions étendues et dévastatrices sur les personnes, les communautés et l'environnement naturel. Au Canada, il s'agit de l'aléa naturel le plus fréquent et le plus coûteux. La gestion des inondations comprend des mesures couvrant l'ensemble du spectre de la prévention, de l'atténuation et de l'adaptation. Un élément important de la gestion des inondations consiste à disposer de cartes d'inondation précises pour gérer efficacement les risques, ainsi que pour planifier et élaborer des politiques. De nombreuses communautés autochtones de la Saskatchewan sont régulièrement touchées par des inondations, les aléas naturels devenant de plus en plus fréquents et graves avec les changements climatiques. Les communautés autochtones sont environ 18 fois plus susceptibles d'être évacuées en cas d'urgence que les communautés non autochtones en raison de leur isolement, de leur situation dans des zones vulnérables aux incendies et aux inondations, d'infrastructures vieillissantes et de situations socio-économiques difficiles (Bureau du vérificateur général du Canada, 2022).

Ressources naturelles Canada (RNCan) dirige l'avancement et la normalisation de la cartographie des zones inondables au Canada (Acosys Consulting, 2023). Ce projet examine les activités de mobilisation fédérales auprès des peuples autochtones de la Saskatchewan concernant la cartographie des zones inondables, dans le but d'améliorer l'efficacité de ces outils. Au cœur de ce travail se trouvent la reconnaissance des droits des Autochtones et l'intégration des pratiques et valeurs de l'utilisation traditionnelle des terres dans les cadres fédéraux de cartographie, notamment la série « Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables ».

Ce rapport examine l'état de préparation aux inondations au sein des communautés autochtones de la Saskatchewan, évalue les programmes fédéraux de gestion des urgences et met en lumière les lacunes dans la prestation des services et l'alignement des politiques. Bien que le Canada soit reconnu à l'échelle mondiale pour ses programmes de gestion des inondations (Shrubsole, 2023), il demeure urgent d'améliorer les résultats pour les communautés marginalisées.

Les résultats présentés dans le rapport ont alimenté les séances de mobilisation communautaire qui ont eu lieu en novembre 2025 et en février 2026.

Ensemble, la recherche et les résultats des activités de mobilisation contribuent au Guide d'orientation fédéral en géomatique sur la cartographie des zones inondables : Étude de cas sur la mobilisation des Autochtones en Saskatchewan, offrant des perspectives et des recommandations pour des stratégies de résilience aux inondations plus inclusives et efficaces.

Ce rapport sert de contribution fondamentale à la stratégie de mobilisation des Autochtones de Ressources naturelles Canada pour la cartographie des zones inondables en Saskatchewan. Il vise à guider l'alignement des politiques et à soutenir l'intégration du savoir autochtone dans les cadres géomatiques fédéraux.

2. Répercussions des inondations sur les Premières Nations en Saskatchewan

Historiquement, la Saskatchewan a été touchée par diverses catastrophes naturelles, notamment des sécheresses, des feux de forêt et des inondations. Ces événements ont influencé divers aspects de la société et de la vie en Saskatchewan dans les communautés urbaines, rurales et autochtones (Wittrock, 2018).

De nombreuses communautés autochtones se sont vu attribuer historiquement des terres de réserve dans des zones basses et exposées aux inondations, sans consultation adéquate. Ces décisions, prises lors du processus de création des réserves à la fin du 19e et au début du 20e siècle, ont donné la priorité aux terres peu désirables pour les colonisateurs, sans égard à leur convenance pour l'habitation (Commission des revendications des Indiens, 2005).

Un exemple notable est la construction d'un barrage sur le lac Echo par l'Administration du rétablissement agricole des Prairies (ARAP) en 1942. Ce projet d'infrastructure a modifié l'hydrologie du réseau de la rivière Qu'Appelle, provoquant des inondations chroniques pour plusieurs Premières Nations de la région, notamment la Nation des Saulteaux de Muscowpetung, la Première Nation de Pasqua, la Nation Standing Buffalo Dakota, la Première Nation Zagime (Sakimay), la Première Nation de Cowessess et la Nation Ochapowace. Ces communautés ont subi des pertes répétées de terres arables, des dommages aux infrastructures et des perturbations à long terme du logement, des transports et de l'utilisation traditionnelle des terres (Commission des revendications des Indiens, 2005).

Malgré ces événements historiques, il existe un manque manifeste de données centralisées sur les inondations dans les communautés autochtones. En raison de l'absence de données centralisées sur les inondations pour les communautés autochtones, Mahihkan a mené une recherche structurée à l'aide de sources accessibles au public. Le nom de chaque Première Nation a été associé au terme « inondation » dans Google afin d'identifier les articles de presse, rapports, dossiers de financement et plans communautaires globaux pertinents. Lorsqu'aucun résultat n'a été trouvé, les répercussions ont été inscrites comme inconnues, bien que cela ne confirme pas l'absence d'inondations.

Notamment, certaines communautés autochtones n'ayant aucun événement d'inondation documenté publiquement ont néanmoins obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation, ce qui indique une vulnérabilité reconnue. Dans l'ensemble, environ 89 % des communautés autochtones de la Saskatchewan ont soit subi des inondations, soit mis en œuvre des mesures de planification contre les inondations.

Le Tableau 1 présente les renseignements compilés sous forme d'aperçu des répercussions des inondations sur les communautés autochtones de la Saskatchewan. Les Premières Nations touchées par le barrage du lac Echo en 1942 apparaissent en gras. Les répercussions des inondations inscrites comme « inconnues » reflètent un manque d'événements documentés publiquement, et non la confirmation qu'aucune inondation ne s'est jamais produite. Dans certains cas, des communautés sans événements documentés ont obtenu du financement fédéral, ce qui indique un risque perçu ou anticipé.

Tableau 1 : Répercussions des inondations sur les communautés autochtones de la Saskatchewan.

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Bande indienne de Lac La Ronge	2011, 2020	2011 – « J'ai parlé à des gens qui ont déjà vu ça auparavant, l'eau a débordé exactement là où se trouvent les maisons et l'hôtel. Nous sommes inquiets », a déclaré Cook-Searson, qui a indiqué qu'il y a des affouillements sur les routes menant à de nombreuses communautés du Nord. L'inondation nuit également à l'accès aux activités traditionnelles comme la cueillette de bleuets et de champignons. 2020 – niveau d'eau record, répercussions sur les infrastructures; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Regina Leader-Post, 2011; LLRIB.com, 2020; Gouvernement du Canada, 2023
Birch Narrows Dene Nation	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Keeseekoose First Nation	Historique – déplacée par des inondations en 1874, 2018	Le chef Keeseekoose a signé le Traité 4 le 15 septembre 1874 et s'est établi sur la réserve de la rivière Swan, au Manitoba. En raison des inondations, la bande a été réinstallée dans sa réserve actuelle près des villes de Pelly et Kamsack, entre les réserves Cote et Key. En 2018, ils ont déclaré l'état d'urgence à la suite de dommages causés à plusieurs maisons après la tempête; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021, MBC, 2018
Little Black Bear First Nation	2014	2014 – État d'urgence déclaré, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011; MBC Radio, 2014
Nation crie d'Ahtahkakoop	2015	A accueilli des évacués de communautés inondées telles que James Smith, Cumberland House et Red Earth. Des mesures préventives ont été mises en place en 2022. Inconnu, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	HazNet, 2019; Gouvernement du Canada, 2022

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Nation crie d'Onion Lake	1900 à 1958; 2013	1900 à 1958 – revendication déposée parce que la Couronne n'a pas réglé les problèmes d'inondation, ce qui a entraîné la perte de l'ensemble de la réserve; 2013 – environ 200 personnes doivent être évacuées de la Première Nation d'Onion Lake alors que les eaux de crue menacent la réserve située à environ 50 km au nord de Lloydminster; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021; Global News, 2013; Tribunal des revendications particulières, 2024
Nation crie de Beardy et d'Okemasis	1904 – En cours, inondations graves en 2005, 2007 et 2011	Des inondations répétées ont causé des dommages importants aux infrastructures et créé des problèmes de sécurité. Moisissures dans les maisons, contamination de l'eau potable et perte de terres agricoles.	Rooban, 2019; Initiative de collaboration pour l'adaptation régionale des Prairies
Nation crie de Big Island Lake	Inconnue	Inconnue	Sans objet

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Nation crie de Cumberland House	Historique, en cours, 2005, 2011, 2020, 2024	Historique d'inondations importantes et défis continus liés à la gestion de l'eau et aux infrastructures, 2005. En 2012, environ 2 000 résidents de Cumberland House ont été évacués vers Prince Albert après que la rivière Saskatchewan a commencé à déborder. Accessible uniquement par une seule route non pavée, les membres sont évacués lorsque le niveau d'eau est trop élevé.	Base de données canadienne sur les catastrophes + (3)
Nation crie de James Smith	Historique, 2012 à 2017	Les inondations sont un problème récurrent pour la Nation crie de James Smith, amenant son chef et son conseil à déclarer l'état d'urgence par le passé et, à l'occasion, à évacuer des résidents vers Melfort lorsque des maisons et l'eau potable étaient menacées. Principalement causées par le dégel printanier.	Saskatoon StarPhoenix, 2017
Nation crie de Ministikwan Lake	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021
Nation crie de Montreal Lake	2011, 2013	2011 – État d'urgence déclaré par le chef, 200 personnes évacuées, 2013 – fortes pluies.	Regina Leader-Post, 2011

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Nation crie de Muskeg Lake	Inconnue	Inconnue	Sans objet
Nation crie de Peepeekisis	2014	2014 – état d'urgence déclaré; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011; MBC, 2014
Nation crie de Poundmaker	2013	État d'urgence déclaré, 50 personnes évacuées en raison des inondations.	Global News, 2013
Nation crie de Shoal Lake	1949, 1996, 2016	2016 – État d'urgence déclaré en raison de 100 mm de pluie tombés en peu de temps, route emportée et communauté isolée des services d'urgence; a obtenu du financement fédéral.	Gouvernement du Canada, 2024, 2023, CityNews, 2016
Nation crie de Star Blanket	2014	2014 – état d'urgence déclaré; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2024; Gouvernement du Canada, 2011; MBC, 2014
Nation crie Peter Ballantyne	Historique, annuelle, 1942	Inondation du barrage Whitesand – la Nation a passé devant les tribunaux avec SaskPower; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2024
Nation Dakota de Standing Buffalo	Années 1940, 2011, 2013	Le projet de barrage au lac Echo par l'ARAP a causé des inondations, des précipitations records en 2011 et 2013 ont causé des inondations.	CBC News, 2011, APT News, 2013

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Nation Dakota de Wahpeton	2014	Terrains de pow-wow touchés et trois familles évacuées.	PaNow, 2014
Nation dénée de Buffalo River	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021
Nation dénée de Clearwater River	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021
Nation Nakoda de Carry the Kettle	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021; Gouvernement du Canada, 2011
Nation saulteaux de Kinistin	Inconnue	Inconnue	Sans objet
Première Nation Cote	Inconnue	Le Plan communautaire global de 2022 comprend des actions pour traiter les problèmes d'inondations dans le sous-sol des maisons, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021; Première Nation Cote, Plan communautaire global de 2022
Première Nation crie de Canoe Lake	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2024; Gouvernement du Canada, 2021

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Première Nation d'English River	1974 et 2020	2020 – L'inondation touche la route d'accès de la communauté (SaskToday); a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021; SaskToday, 2020; GlobalNews, 2020
Première Nation d'Ocean Man	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021
Première Nation d'Okanese	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011
Première Nation Dakota de Whitecap	Inconnue	Des superficies importantes de la réserve sont exposées aux inondations selon la WSA; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2024; PCG de la Première Nation Dakota de Whitecap, 2023
Première Nation de Big River	Inconnue	Inconnue	Sans objet
Première Nation de Chacachas	Inconnue	Inconnue	Sans objet
Première Nation de Chakastaypasin	Fait partie de la Nation crie James Smith (inclus dans leurs répercussions)	Bien que des rapports concernant particulièrement la Première Nation Chakastaypasin ne soient pas facilement accessibles, son affiliation à la Nation crie James Smith implique qu'elle a pu être touchée par ces événements d'inondation communautaires plus larges.	Legal Aid Saskatchewan, Gladue Rights Research Database, 2024

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Première Nation de Cowessess	Années 1940, 2011, 2014	Inondation causée par l'édification de barrages dans les années 1940, a atteint la colonie en 2013, 12 181 421 $ versés dans la fiducie de revendication d'inondation de la Première Nation de Cowessess, paiements par habitant, avril 2011 – état d'urgence pendant 10 jours, plusieurs maisons évacuées, 2014 – état d'urgence déclaré. Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011; Cowessess Flood Claim; CBC Radio, 2011; MBC Radio, 2014
Première Nation de Day Star	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011
Première Nation de Fishing Lake	2007, 2010, 2011	Le lac ne possède pas de canal de sortie efficace et est donc sujet aux inondations. Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011; Document d'information de Fishing Lake
Première Nation de Flying Dust	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021
Première Nation de Kahkewistahaw	1907 et 1943	Barrages du lac Round et du lac Crooked, des opérations négligentes ont modifié le débit du réseau de la rivière Qu'Appelle; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021; Kahkewistahaw Council Update, 2020

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Première Nation de Kawacatoose	2010, 2014	Une tornade en juillet 2010 et les inondations subséquentes ont détruit 15 maisons, 5 autres propriétés rurales et des fermes entières, laissant 70 personnes sans abri, 2014 – état d'urgence déclaré; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011; CBC, 2010; MBC news, 2014
Première Nation de Little Pine	Inconnue	Inconnue	Sans objet
Première Nation de Makwa Sahgaiehcan	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2024, Gouvernement du Canada, 2021
Première Nation de Moosomin	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2024
Première Nation de Muskoday	2020	2020 – avertissement quant aux risques d'inondation émis par l'APN, la communauté a eu des problèmes d'approvisionnement en eau; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2024; APN, 2022
Première Nation de Muskowekwan	2022	2023 – les états financiers montrent des coûts de réparation après inondation et d'amélioration des routes et du drainage; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2024, Gouvernement du Canada, 2011; État financier de 2023

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Première Nation de Nekaneet	2010, 2022	2010 – 200 résidents subissent des dommages, route de gravier emportée; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011; MBC radio, 2010; CBC, 2022
Première Nation de One Arrow	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2024
Première Nation de Pasqua	Historique, annuelle, 1941	Un barrage sur les lacs Qu'Appelle (lac Echo) cause des inondations annuelles, revendication déposée et réglée en 2013; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011; Global News, 2013
Première Nation de Pelican Lake	Inconnue	Des incidents particuliers ne sont pas documentés, mais la région a subi des inondations et y est sujette en raison de la proximité du lac; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2023; The Brandon Sun, 2011
Première Nation de Pheasant Rump Nakota	Inconnue	Réserve située dans un cône d'alluvionnement, nappes phréatiques élevées et inondations périodiques.	Université métropolitaine de Toronto, 2019
Première Nation de Piapot	Historique, années 1940	La construction d'ouvrages de régularisation par l'ARAP a entraîné des inondations persistantes sur les terres de réserve.	Mise à jour des réclamations propres à la Première Nation de Piapot, Maurice Law, 2022

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Première Nation de Red Earth	Historique, annuelle 2006, 2007, 2016, 2022	Évacuée à 5 reprises au cours des 15 dernières années, sujette aux inondations en raison de la proximité de la rivière Carrot, 2006 – Toute la bande (1 100) a été évacuée lorsque la rivière Carrot a débordé, 2007 – La décision du conseil de bande d'évacuer 691 résidents de la réserve nord, principalement des enfants, des aînés et des femmes enceintes, est survenue alors que l'eau recouvrait le tiers d'une route d'accès principale qui divise la réserve. 2016 – de fortes pluies ont entraîné l'évacuation de 576 résidents; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Base de données canadienne sur les catastrophes; Gouvernement du Canada, 2011; CBC, 2016
Première Nation de Red Pheasant	Inconnue	Registres d'inondations lors de la signature des traités en 1876	Chefs tribaux de Battlefords Agency
Première Nation de Saulteaux	Inclus dans la Nation Saulteaux de Muscowpetung	2022 – Pluies torrentielles, emportant la route des navetteurs, a obtenu du financement fédéral; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011; Global News, 2022
Première Nation de Sturgeon Lake	Inconnue	Le paysage est façonné par l'activité glaciaire et des inondations importantes au cours des millénaires.	Arkeonews, 2025

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Première Nation de Sweetgrass	Inconnue	Inconnue	Sans objet
Première Nation de The Key	1880, Inconnue	Réinstallée depuis une zone exposée aux inondations, aucune inondation signalée depuis, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021; PCG
Première Nation de Thunderchild	Inconnue	Inconnue	Sans objet
Première Nation de White Bear	Inconnue	Inconnue	Sans objet
Première Nation de Witchekan Lake	2014, 2021, 2022	En 2021 et 2022, la Première Nation de Witchekan Lake a subi d'importantes inondations terrestres, ce qui a incité le Conseil tribal d'Agency Chiefs à intervenir; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2023
Première Nation de Yellow Quill	2005, 2006	Demeure exposée aux risques en raison de la fonte printanière.	Climate Risk Institute, 2019; Indigenous Climate Hub, 2018
Première Nation dénésuline de Black Lake	Inconnue	Inconnue	Sans objet

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Première Nation dénésuline de Fond-du-Lac	Inconnue	Inconnue, la municipalité de Fond-du-Lac a subi de fortes inondations en 2008 et 2019 qui auraient pu toucher la communauté; cependant, aucune information propre à la Nation n'a été trouvée.	NBC, 2019
Première Nation dénésuline de Hatchet Lake	Inconnue	Accès par route de glace, bateau ou avion seulement; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2023
Première Nation George Gordon	Inconnue	Inconnue, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021
Première Nation Lakota de Wood Mountain	Inconnue	Inconnue	Sans objet
Première Nation Lean Man de Mosquito Grizzly Bear's Head	2020	2020 – avertissement en raison d'un embâcle le long de la rivière Saskatchewan Nord par l'Assemblée des Premières Nations (APN); a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2023; APN, 2020
Première Nation Lucky Man	Inconnue	Inconnue	Sans objet
Première Nation Mistawasis	2011, 2014	Inondations extrêmes résultant de fortes chutes de neige en hiver ainsi que d'une fonte des neiges rapide et précoce et de pluies au printemps.	Mora, 2022; The International Indigenous Policy Journal-Honouring Water

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Première Nation Muscowpetung	2022, années 1940	2022 – pluies torrentielles ayant emporté la route des navetteurs; a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2011; Global News, 2022
Première Nation Ochapowace	Historique, 1942, 2011, 2014	2011 et 2014 – état d'urgence déclaré; la construction du barrage du lac Round en 1942 cause des inondations répétées, dépôt d'une revendication juridique, perte de près de 1 200 acres.	MBC, 2014, MBC radio, 2011; Akwen, N.S., Histoire orale d'Ochapowace de 2019
Première Nation Peter Chapman	2013 – Fait partie de la Nation crie James Smith (fusionnée en 1902)	Une inondation cause des dangers routiers et plusieurs évacuations.	MBC radio, 2013
Première Nation Young Chippewayan (Stoney Knoll Band)	Inconnue	Inconnue	Sans objet

Communauté ou Nation	Année(s) des répercussions	Description des répercussions	Source
Première Nation Zagimē Anishinabēk (Sakimay)	Historique, en cours, années 1940, 2013	La construction d'un barrage dans les années 1940 cause des inondations annuelles (ARAP); 2013 – état d'urgence déclaré.	Gouvernement du Canada, 2024; Commission des revendications des Indiens, 2004; SaskNow, 2013
Première Nation de Waterhen Lake	2011, 2024	2011 – 15 personnes évacuées, 2024 – avertissement de pluie d'ECCC, a obtenu du financement fédéral pour l'atténuation ou l'adaptation.	Gouvernement du Canada, 2021, Battlefords NOW, 2024; Communiqué de presse de la province du Manitoba, 2011

3. Répercussions des inondations sur les communautés métisses en Saskatchewan

3.1 Contexte et fondements de la gouvernance

La Nation métisse de la Saskatchewan sert de voix démocratique aux citoyens métis répartis dans 12 régions distinctes. Par l'intermédiaire de ses représentants élus et de ses ministères formalisés, notamment ceux de l'Environnement et Changement climatique, la Nation métisse de la Saskatchewan négocie au nom de ses citoyens avec les entités fédérales et provinciales. Malgré ces structures de gouvernance légitimes, l'inclusion des Métis dans les systèmes de gouvernance de la résilience aux inondations et des urgences demeure sporadique et périphérique.

Cette marginalisation est enracinée dans la conception institutionnelle. Les programmes fédéraux de lutte contre les inondations, tels que le Programme d'identification et de cartographie des aléas d'inondation (PICAI) ou les Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), sont généralement administrés par les autorités provinciales, qui ne disposent pas de protocoles propres aux Métis. Cette lacune structurelle limite l'accès au financement et aux voies de mobilisation pour les communautés métisses, perpétuant ainsi une exclusion systémique. Renforcer la résilience climatique et honorer les engagements de réconciliation exige la participation pleine et égale des gouvernements métis à tous les niveaux de la gouvernance du climat et des urgences (Conseil national des Métis, 2025).

3.2 Risque d'inondation et exposition géographique

Des études récentes de Ressources naturelles Canada soulignent l'exposition aiguë des communautés autochtones, en particulier en Saskatchewan, aux crues centennales. Bien que les données relatives aux établissements métis (comme dans la région de Cumberland House) demeurent limitées, leur proximité avec de grands réseaux hydrographiques tels que le delta de la rivière Saskatchewan les expose à un risque important. Ce manque de données occulte non seulement la véritable étendue du risque d'inondation, mais entrave également la capacité des communautés métisses à accéder au financement et à participer aux processus de planification.

Ce delta, l'un des plus grands d'Amérique du Nord, fait vivre des milliers de résidents autochtones et est de plus en plus touché par les changements hydrologiques causés par la construction de barrages en amont, la variabilité de la fonte des neiges liée au climat et la dégradation des écosystèmes de terres humides (Acosys Consulting, 2023). Les communautés métisses de Qu'Appelle Valley, de la région de Cumberland House et des établissements ruraux du nord de la Saskatchewan sont particulièrement vulnérables. Cependant, les ensembles de données fédéraux et provinciaux ne reflètent souvent pas ces risques, et l'absence d'une cartographie communautaire et culturellement adaptée laisse subsister d'importantes lacunes dans les connaissances. En conséquence, les indicateurs clés liés au territoire, tels que la perturbation des lignes de piégeage, des zones de cueillette de baies et des voies de transport, sont souvent négligés dans les évaluations techniques des inondations (Acosys Consulting, 2023).

3.3 Répercussions socio-économiques et culturelles des inondations

Bien que les communautés métisses ne soient pas nécessairement confrontées à des déplacements de masse à l'échelle de certaines Premières Nations établies dans des réserves, leur expérience des inondations n'en est pas moins perturbatrice. Des événements tels que l'inondation de la rivière Souris en 2011 ont déplacé des familles et perturbé les moyens de subsistance ruraux. Des menaces plus récentes, comme le débordement dans la région des lacs Quill, ont suscité des préoccupations concernant l'inondation des terres agricoles, la perturbation de l'accès routier et la qualité de l'eau (Water Security Agency, sans date).

En l'absence de régime foncier légal sur des terres de type réserve, les citoyens métis sont souvent inadmissibles à l'aide fédérale en cas de catastrophe. Cette invisibilité juridique perpétue une injustice environnementale, car les décisions relatives aux infrastructures publiques (par exemple., les projets de dérivation) accordent la priorité aux zones urbaines au détriment des utilisateurs autochtones du territoire. À cette iniquité s'ajoute le manque d'indemnisation en temps opportun ou de soutien au rétablissement adapté à la culture (Cour suprême du Canada, 2025).

3.4 Capacité, accès et exclusion systémique

La capacité structurelle et institutionnelle demeure un obstacle majeur. Les organismes de gouvernance métis locaux, généralement dirigés par des bénévoles, manquent de personnel, de formation et de ressources pour naviguer dans les demandes de subvention complexes ou mener la planification technique. Contrairement à de nombreuses Premières Nations qui disposent de personnel dédié à la gestion des urgences ou de conseils tribaux, les sections locales métisses fonctionnent souvent avec des budgets modestes et un soutien externe limité.

La Nation métisse de la Saskatchewan a commencé à renforcer la capacité régionale en matière d'adaptation aux changements climatiques, de cartographie SIG et de surveillance environnementale. Cependant, des investissements soutenus sont nécessaires pour établir des rôles permanents, élaborer des stratégies de communication des risques et produire des plans d'atténuation des inondations exploitables.

De nombreuses communautés métisses manquent également de données de base sur les historiques d'inondation, les vulnérabilités communautaires et les vulnérabilités des infrastructures, ce qui les laisse mal préparées aux répercussions accélérées des changements climatiques (Conseil national des Métis, 2025).

3.5 Systèmes de savoirs métis et intendance environnementale

Une intervention efficace en cas d'inondation doit reconnaître et intégrer les systèmes de savoirs métis liés au territoire. Les savoirs intergénérationnels liés aux inondations saisonnières, au comportement des embâcles et aux indicateurs écologiques, comme les changements dans l'activité des castors ou la floraison des mousses, peuvent servir de puissants compléments à la modélisation technique. Ces récits, traditionnellement transmis par des histoires et des rassemblements saisonniers, offrent un aperçu fin des zones de risque hyperlocales.

L'intégration de ces savoirs nécessite un partenariat et une autorité partagée. Les initiatives de cartographie participative, appuyées par les Aînés et les gardiens du savoir, peuvent cocréer des ensembles de données sur les risques d'inondation qui reflètent la compréhension à la fois scientifique et culturelle de l'eau. Ces approches améliorent non seulement la précision du

recensement des risques, mais restaurent également la capacité d'action culturelle et la résilience au sein des communautés.

3.6 Gouvernance inclusive et possibilités de cogestion

La gouvernance de l'eau en Saskatchewan est dominée par des arrangements institutionnels fédéraux-provinciaux, comme ceux dirigés par Ressources naturelles Canada, Environnement et Changement climatique Canada, et la Water Security Agency provinciale. Selon cette dernière, ces cadres intègrent rarement des mécanismes structurés pour la participation des Métis.

Les réformes devraient comprendre :

- la représentation garantie des Métis au sein des conseils provinciaux de l'eau et des comités interprovinciaux de bassin hydrographique.
- des protocoles d'entente de nation à nation entre les organismes de gestion des urgences de la Nation métisse de la Saskatchewan.
- la création de conseils consultatifs d'adaptation aux inondations dirigés par des Autochtones, dotés d'un pouvoir décisionnel.
- la participation des Métis aux négociations bilatérales sur l'eau touchant leurs territoires.

De tels modèles de cogouvernance favorisent la responsabilité démocratique, accroissent la pertinence des politiques et incarnent la réconciliation en action.

3.7 Orientation vers la prévention et la résilience

Les dépenses liées aux inondations en Saskatchewan demeurent fortement axées sur le rétablissement après catastrophe. La Water Security Agency (WSA) indique que les versements au titre des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC) éclipsent les investissements dans la prévention, la cartographie des aléas et la préparation des communautés. Les versements des AAFCC atteignent souvent des centaines de millions de dollars par événement pour la réparation des infrastructures, l'intervention d'urgence et le soutien aux résidents déplacés. En revanche, les investissements dans des mesures proactives telles que la cartographie des aléas d'inondation, la préparation des communautés et la modernisation des infrastructures sont sous-financés (Sécurité publique Canada, 2025; WSA, sans date).

Bien que des initiatives comme le PICAI aient introduit des volets propres aux Autochtones, les communautés métisses se heurtent à des obstacles systémiques pour y accéder. Comme le soulignait le rapport du gouvernement de la Saskatchewan sur la résilience climatique, le PICAI est une initiative fédérale-provinciale dotée d'un engagement national de 164,2 millions de dollars de 2024 à 2028, incluant 9 millions de dollars pour la cartographie des inondations en Saskatchewan (WSA, 2024).

Un changement de paradigme est nécessaire. L'atténuation proactive des inondations devrait comprendre :

- un financement pluriannuel et accessible pour les évaluations des risques spatiaux dirigées par les Métis.
- des infrastructures d'alerte précoce contrôlées par la communauté.
- la formation des jeunes en sciences du climat et en planification d'urgence.
- des améliorations aux infrastructures pour assurer la continuité du logement et des transports.

Les investissements préventifs sont rentables et socialement justes, réduisant les préjudices et favorisant le bien-être à long terme.

3.8 Recommandations politiques

Les recommandations politiques suivantes sont proposées pour éliminer les obstacles systémiques auxquels font face les communautés métisses et promouvoir une résilience équitable face aux inondations (Tableau 2).

Tableau 2 : Recommandations d'action politique visant à surmonter les obstacles systémiques auxquels se heurtent les communautés métisses et à soutenir des résultats équitables en matière de résilience aux inondations.

Domaine politique	Recommandation stratégique
Cartographie des risques	Intégrer les superpositions SIG avec les zones de récolte des Métis et les cartes historiques d'occupation du sol.

Domaine politique	Recommandation stratégique
Gouvernance	Institutionnaliser la représentation des Métis dans les organismes de gouvernance de l'eau, de gestion des catastrophes et de financement climatique.
Renforcement des capacités	Établir des flux de financement permanents pour que la Nation métisse de la Saskatchewan dirige la formation à la résilience aux inondations, l'intendance des données et la cartographie participative.
Équité et accès	Harmoniser les critères d'admissibilité pour garantir l'inclusion des Métis dans les programmes d'adaptation aux changements climatiques destinés aux Autochtones.
Répercussions sur la santé	Soutenir la recherche ancrée dans la culture sur la santé mentale liée aux inondations, le stress lié au déplacement et l'insécurité nutritionnelle.
Justice et réparation	Élaborer des voies d'indemnisation et de restitution pour les terres et les moyens de subsistance des Métis touchés par des projets de gestion des inondations.

3.9 Conclusion

Les communautés métisses de la Saskatchewan sont confrontées à un risque croissant d'inondation, à une marginalisation historique et à l'exclusion de la gouvernance climatique. Leur résilience ne dépend pas uniquement de solutions techniques, mais d'un virage systémique vers l'inclusion, l'équité et l'affirmation culturelle. Cette analyse démontre qu'une résilience équitable aux inondations pour les peuples métis constitue à la fois un impératif politique et une obligation morale,

qui nécessitera une cogouvernance novatrice, des investissements soutenus et la reconnaissance de la compétence, de l'identité et de la voix autochtones.

4. Gestion des urgences et communautés des Premières Nations

Les responsabilités en matière de préparation et d'intervention d'urgence doivent refléter la gouvernance, la capacité et les priorités distinctes de chaque communauté. Bien que de nombreuses communautés dirigent leurs propres efforts en utilisant le savoir et les ressources locales, des cadres de soutien fondés sur les distinctions devraient permettre une assistance adaptée de la part des gouvernements provincial et fédéral, ainsi que d'organisations non gouvernementales comme la Croix-Rouge canadienne. À mesure que le nombre d'organisations participantes augmente, la coordination devient essentielle. Cependant, l'absence de protocoles normalisés et de clarté décisionnelle entraîne souvent des interventions fragmentées, des retards et de la confusion lors des urgences.

Le Forum sur la gestion des urgences des Premières Nations de la Saskatchewan (FGUPNS) offre des services de lutte contre les incendies, des centres d'opérations d'urgence et des services de recherche et de sauvetage, y compris l'intervention en cas d'inondation (FGUPNS, sans date).

La Fédération des nations autochtones souveraines (FASS) de la Saskatchewan exploite un service de gestion des urgences qui aide à obtenir du financement fédéral pour les Premières Nations confrontées à une urgence. Elle élabore également un mandat de gestion des urgences des Premières Nations et travaille à clarifier les coûts, les mandats et les rôles du gouvernement et des organisations non gouvernementales (Fédération des nations autochtones souveraines, 2022).

La FASS et le FGUPNS jouent un rôle crucial pour combler les lacunes entre les programmes fédéraux et les besoins des communautés, en offrant des services d'urgence ancrés dans la culture et en préconisant une gouvernance dirigée par les Premières Nations en matière de gestion des urgences.

Au-delà de l'intervention communautaire, le gouvernement fédéral a la responsabilité de veiller à ce que les communautés autochtones reçoivent des services de gestion des urgences, notamment en matière de planification d'urgence, de prévention des inondations et de soutien lors de feux de forêt, à la demande des communautés autochtones ou des provinces touchées (Bureau du vérificateur général du Canada, 2022). Même si le gouvernement fédéral a la responsabilité de veiller à ce que les

communautés autochtones reçoivent ces services, il ne les fournit pas directement. Services aux Autochtones Canada négocie plutôt des ententes de services avec les provinces ou des fournisseurs tiers pour remplir ces obligations (Bureau du vérificateur général du Canada, 2022).

En Saskatchewan, Services aux Autochtones Canada (SAC) s'associe à des organismes provinciaux tels que le ministère des Relations gouvernementales et la Water Security Agency de la Saskatchewan pour offrir une gestion des risques d'inondation et des interventions d'urgence. Plusieurs autres ministères fédéraux offrent des programmes, lesquels seront décrits dans les sections ultérieures (SAC, 2025).

De plus, le Programme d'aide en cas de catastrophe provincial (PDAP), géré par la Saskatchewan Public Safety Agency, aide les résidents, les petites entreprises, les exploitations agricoles, les Premières Nations, les organisations à but non lucratif et les communautés à se rétablir à la suite de catastrophes naturelles, y compris les inondations, les tornades, les vents violents et d'autres catastrophes. Le PDAP peut aider à couvrir le coût des pertes essentielles non assurables, du nettoyage, des réparations et de la réinstallation temporaire (Saskatchewan Public Safety Agency, 2025).

La section suivante fournit une analyse détaillée de ces programmes fédéraux et de leur mobilisation auprès des communautés autochtones dans le contexte de la cartographie des zones inondables et de la préparation aux urgences.

5. Analyse des lacunes de la mobilisation fédérale existante concernant la cartographie des zones inondables

5.1 Méthodes

L'équipe de projet de Mahihkan a mené une analyse des lacunes des programmes fédéraux existants offerts aux communautés autochtones en ce qui concerne la cartographie et la préparation aux inondations. L'analyse s'est appuyée sur les documents disponibles des organismes et organisations, la littérature académique et les sources d'information publiques.

5.2 Résultats

Cette section présente un examen comparatif des programmes fédéraux qui mobilisent les communautés autochtones dans la planification liée aux inondations, en mettant l'accent sur le recensement des lacunes structurelles, des défis liés au partage des compétences et des possibilités d'amélioration de l'inclusion.

5.2.1 Programmes fédéraux et mobilisation

De nombreux ministères fédéraux offrent des programmes qui soutiennent les communautés autochtones dans la planification et les services liés aux inondations. Bien que ces programmes offrent des ressources précieuses, leurs modèles de prestation reposent souvent sur des intermédiaires provinciaux, ce qui peut diluer l'accès des Autochtones et réduire la réactivité aux besoins particuliers des communautés. Services aux Autochtones Canada (SAC) a la responsabilité de veiller à ce que les Premières Nations aient accès à des services de gestion des urgences comparables à ceux offerts aux résidents provinciaux. D'autres ministères offrant des programmes comprennent Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC), Infrastructure Canada (INFC), Sécurité publique Canada (SP), Ressources naturelles Canada (RNCan) et Environnement et Changement climatique Canada (ECCC) (Acosys Consulting, 2023).

Chaque ministère possède des mandats et des modèles de prestation distincts. Vous trouverez ci-dessous un résumé de la façon dont ces programmes ont soutenu les communautés autochtones, y compris la manière dont les ministères sont organisés pour fournir différents services (RNCan, 2025).

5.2.1.1 Environnement et Changement climatique Canada (ECCC)

Programme de réduction des dommages dus aux inondations (PRDI) (1975 à 1999)

Le Programme de réduction des dommages dus aux inondations visait à cartographier de façon systématique les terres urbaines inondables et à désigner légalement les zones inondables afin de réglementer l'aménagement et de minimiser les risques (Shrubsole, 2023).

En vertu de l'accord Canada-Saskatchewan sur la réduction des dommages dus aux inondations de 1977, 29 communautés inondables ont été répertoriées, 22 ont été cartographiées et 20 ont été désignées pour réduire l'aménagement dans les plaines inondables. Le PRDI exigeait une norme minimale de crue de récurrence de 100 ans; toutefois, les provinces pouvaient établir leur propre norme à condition de respecter le minimum national. En date du 31 juillet 2025, le gouvernement de la Saskatchewan a annoncé l'adoption de la norme d'inondation de récurrence de 200 ans en vertu de la Planning and Development Act afin de s'aligner sur le programme des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC) du gouvernement fédéral (Gouvernement de la Saskatchewan, 2025).

Pour les terres des Premières Nations couvertes par le PRDI, environ 40 réserves ou communautés ont été cartographiées avec la pleine coopération des conseils de bande (à l'échelle du Canada) (Shrubsole, 2023). Pour les communautés des Premières Nations, le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien de l'époque jouait un rôle de premier plan dans la gestion de la préparation et des interventions d'urgence. En 1985, le ministère a conclu un accord de cartographie des risques d'inondation avec Environnement Canada. Cependant, les zones à risque n'étaient pas désignées à moins que la Nation en fasse la demande (Shrubsole, 2023).

Le PRDI a marqué une avancée charnière dans la gestion fédérale des inondations. Son succès a positionné Environnement Canada comme un chef de file mondial de la cartographie des zones inondables (Shrubsole, 2023). Cependant, l'Institut de prévention des sinistres catastrophiques a noté que les interventions d'urgence sur les terres des réserves avaient été négligées par les arrangements institutionnels (Shrubsole, 2023).

Bien que novateur, le programme a pris fin en 1999 en raison des coûts croissants et d'une mise en œuvre hétérogène. Son héritage se poursuit par l'entremise du PICAI de RNCan (Shrubsole, 2023).

Programme des gardiens autochtones

Le Programme des gardiens autochtones fournit du financement pour soutenir les peuples autochtones dans l'intendance de leurs terres, de leurs eaux et de leurs glaces traditionnelles. Il aide à faire respecter le titre et les droits autochtones, ainsi que les responsabilités liées à la protection de l'environnement, aux économies durables et aux liens culturels avec le territoire (ECCC, 2025).

Lancé en 2017 avec un investissement initial de 25 millions de dollars sur 4 ans, le programme a soutenu plus de 80 initiatives dirigées par des Autochtones au cours de sa phase pilote (2018 à 2022). Dans le budget de 2021, le gouvernement fédéral s'est engagé à verser jusqu'à 100 millions de dollars sur 5 ans (2021 à 2026) pour élargir le programme et bâtir des réseaux pour les Premières Nations, les Inuit et les Métis grâce à une structure de gouvernance fondée sur les distinctions (ECCC, 2025).

La participation de la Saskatchewan au programme a été limitée. Cependant, quelques communautés ont mis sur pied des initiatives significatives. Par exemple, en 2018 et 2019, Mistawasis Nêhiyawak a lancé un projet axé sur la conservation du bison des plaines de la rivière Sturgeon, combinant le savoir traditionnel et la mobilisation des jeunes (ECCC, 2025). En 2020 et 2021, la Première Nation des Nakota de Pheasant Rump a entrepris un projet centré sur l'intendance de l'habitat et le partage intergénérationnel des connaissances. Pheasant Rump a fait progresser un projet de niveau 2A qui mettait l'accent sur la formation des jeunes et l'intendance environnementale à long terme.

À ce jour, le programme n'a pas été utilisé pour la cartographie des zones inondables. Des activités de sensibilisation ciblées auprès des communautés autochtones, dirigées par la gestion des urgences, pourraient s'avérer bénéfiques (ECCC, 2025).

5.2.1.2 Services aux Autochtones Canada (SAC)

Programme d'aide à la gestion des urgences (PAGU)

Le PAGU sert les résidents des réserves qui ont été évacués en raison d'urgences et soutient les résidents des réserves qui ont subi des dommages à leur résidence principale. En Saskatchewan, le PAGU soutient 68 des 70 Premières Nations, ainsi que 7 des 9 conseils tribaux et la Saskatchewan First Nation Emergency Management Organization (SFNEM). Il fournit du financement pour renforcer la capacité de gestion des urgences, préparer des plans d'urgence tous risques, réaliser des évaluations du risque, mener des activités FireSmart Intelli-feu et soutenir les coûts d'intervention et de

rétablissement.

Le PAGU comprend également le Programme d'atténuation non structurelle et de préparation aux fins de la gestion des urgences (SAC). Ce programme fonctionne par propositions et finance des projets non structurels dans les réserves. L'objectif du programme est d'aider les communautés autochtones dans les réserves à accroître leur capacité de préparation et d'atténuation grâce à des activités telles que la cartographie des zones inondables, la planification des évaluations du risque et la formation en gestion des urgences.

5.2.1.3 Ressources naturelles Canada (RNCan)

Programme d'identification et de cartographie des aléas d'inondation (PICAI)

Le PICAI met à jour les cartes des aléas d'inondation pour les zones à haut risque en partenariat avec les provinces. En Saskatchewan, 9 millions de dollars ont été alloués à la cartographie par l'entremise de la Water Security Agency. Le PICAI comprend un volet consacré au savoir traditionnel autochtone, offrant jusqu'à 125 000 $ par an pour 1 ou 2 projets. Bien que prometteuse, la portée de ce programme demeure limitée.

5.2.1.4 Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC)

Programme d'adaptation aux changements climatiques des Premières Nations (PACC)

Le PACC soutient des projets d'adaptation climatique, en mettant l'accent sur les inondations. L'objectif du programme est d'améliorer la résilience aux changements climatiques en améliorant les connaissances sur les enjeux auxquels font face les Premières Nations, afin de mieux planifier l'avenir.

Compte tenu de la gravité des impacts des changements climatiques liés aux inondations, des fonds supplémentaires étaient disponibles jusqu'en 2021–2022 pour mieux comprendre l'étendue des inondations potentielles et planifier des mesures d'adaptation.

Le volet de cartographie des inondations du Programme d'adaptation aux changements climatiques des Premières Nations offre un soutien aux communautés autochtones pour ce qui suit :

- Élaborer des cartes d'inondation afin d'identifier les risques d'inondation pour les infrastructures locales.
- Recueillir et partager des données régionales sur les bassins hydrographiques pour les zones lacunaires.

- Participer aux processus régionaux de gestion des bassins hydrographiques.
- Élaborer des meilleures pratiques, des outils et des options d'adaptation pour la gestion des inondations.

Depuis 2016, il a financé 32 projets en Saskatchewan, totalisant plus de 7,7 millions de dollars et atteignant 69 % des Premières Nations de la Saskatchewan. De nombreux projets sont administrés par des conseils tribaux, et certaines demandes de financement sont effectuées par l'intermédiaire de firmes de consultants tierces. Une liste complète des projets financés par le PACC est fournie à l'annexe A.

Programme de surveillance du climat dans les communautés autochtones (PSCCA)

Le PSCCA fournit 6 millions de dollars par an pour soutenir la surveillance climatique dirigée par les Autochtones en utilisant à la fois les systèmes de savoirs autochtones et occidentaux.

5.2.1.5 Infrastructure Canada (INFC)

Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC)

En 2018, Infrastructure Canada a lancé le FAAC, engageant 2 milliards de dollars sur 10 ans dans des projets d'infrastructure structurelle et naturelle pour accroître la résilience des communautés touchées par des catastrophes naturelles déclenchées par les changements climatiques (Acosys Consulting, 2023). En 2021, le Canada a fourni 1,375 milliard de dollars supplémentaires sur 12 ans pour renouveler le FAAC. Un minimum de 138 millions de dollars de ce financement est alloué aux bénéficiaires autochtones. Le FAAC a été sollicité 113 fois par des communautés autochtones en Saskatchewan. De plus amples renseignements sur les projets particuliers et les dépenses se trouvent à l'Annexe A.

5.2.1.6 Sécurité publique Canada (SP)

Programme national d'atténuation des catastrophes (PNAC)

Lancé en 2015, le PNAC fournit 200 millions de dollars sur 5 ans dans le but de réduire les risques d'inondation et de développer la souscription d'assurances contre les inondations de surface.

Les gouvernements provinciaux et territoriaux (P/T) sont les principaux bénéficiaires du financement, avec une distribution potentielle à d'autres organismes, y compris les communautés autochtones. Cependant, ce modèle de financement indirect peut diluer l'accès des Autochtones.

Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC)

Les AAFCC remboursent les provinces et les gouvernements autochtones pour les dépenses d'intervention et de rétablissement en cas de catastrophe. La Saskatchewan a reçu des versements importants, en particulier pour les inondations, représentant 20 % de tous les paiements nationaux entre 2005 et 2014.

Le Tableau 3 résume 6 incidents majeurs impliquant des Premières Nations, totalisant plus de 218 millions de dollars en paiements fédéraux (Sécurité publique Canada, 2025).

Tableau 3 : Incidents couverts par les AAFCC impliquant des Premières Nations de la Saskatchewan.

Emplacement	Évacuations	Versements fédéraux au titre des AAFCC	Versements provinciaux au titre des AAFCC	Description de l'événement
Nord-Est de la Saskatchewan	0	4 784 560,00 $	2 787 821 $	**Avril 1995.** Un dégel rapide inhabituel, combiné à des pluies printanières de début de saison, a provoqué des inondations étendues dans l'est de la Saskatchewan. De nombreuses communautés ont déclaré l'état d'urgence, notamment Quill Lake, Englefeld, Langenburg et Melville. Les autres zones touchées comprenaient Carrot River, Moosomin, White Sands, Yorkton, Melfort et Nipawin.

Emplacement	Évacuations	Versements fédéraux au titre des AAFCC	Versements provinciaux au titre des AAFCC	Description de l'événement
Sud de l'Alberta et de la Saskatchewan	2 065	75 320 000,00 $	0 $	**17 juin 2010.** Des précipitations record ont entraîné des inondations considérables en Alberta et en Saskatchewan, emportant une partie de la route Transcanadienne et interrompant une partie de la voie ferrée du Chemin de fer Canadien Pacifique. Des évacuations ont eu lieu dans la réserve de la Blood Tribe, à Maple Creek et à Medicine Hat.
Première Nation de Red Earth, Saskatchewan	691	125 800 000,00 $	0 $	**19 avril 2007.** Le conseil de bande a évacué 691 résidents, principalement des enfants, des aînés et des femmes enceintes, après que les eaux ont recouvert un tiers d'une route d'accès principale sur la réserve.

Emplacement	Évacuations	Versements fédéraux au titre des AAFCC	Versements provinciaux au titre des AAFCC	Description de l'événement
Red Earth, Saskatchewan	1 100	7 283 952,00 $	0 $	**13 avril 2006.** La montée des eaux de la rivière Carrot a déclenché un ordre d'évacuation générale touchant environ 1 100 résidents de la communauté de la Première Nation.
Première Nation crie de Cumberland House, Saskatchewan	2 000	3 455 208,00 $	0 $	**23 juin 2005.** Environ 2 000 résidents ont été évacués vers Prince Albert à la suite d'inondations le long de la rivière Saskatchewan. Un avis de bouillir l'eau a été émis et le service de traversier a été suspendu.

Emplacement	Évacuations	Versements fédéraux au titre des AAFCC	Versements provinciaux au titre des AAFCC	Description de l'événement
Vanguard, Saskatchewan	36	1 580 762,00 $	2 206 532,00 $	**3 juillet 2000.** Des inondations d'une grave intensité ont causé des dommages étendus aux propriétés privées et aux infrastructures publiques après que plus de 333 mm de pluie sont tombés en moins de 10 heures. Des routes ont été fermées, des ponts emportés par les eaux et neuf familles ont été déplacées.

Le chapitre suivant s'appuie sur cet aperçu à l'échelle des programmes pour examiner la manière dont ces initiatives fédérales s'alignent (ou ne s'alignent pas) sur les priorités et les réalités vécues par les communautés autochtones de la Saskatchewan.

6. Analyse des lacunes des programmes

Le Canada a été reconnu comme un chef de file en matière de gestion des inondations (Shrubsole, 2023). Cependant, un examen approfondi des programmes fédéraux d'impact des inondations, combiné à une analyse détaillée des rapports des Premières Nations, de la littérature académique, de la documentation des organismes et des renseignements provenant de sources primaires, a révélé des lacunes critiques dans les services de préparation et d'intervention d'urgence pour les communautés autochtones. Cette section évalue les limites structurelles et opérationnelles des programmes fédéraux liés à la préparation aux inondations et à la gestion des urgences, en mettant l'accent sur leur efficacité pour les communautés autochtones de la Saskatchewan.

6.1 Programme d'aide à la gestion des urgences (PAGU)– SAC

Le PAGU est le principal programme de services d'urgence de SAC pour les Premières Nations. Il vise à être souple, adapté à la culture, réactif aux forces et coutumes uniques des communautés des Premières Nations, et adaptable aux défis évolutifs découlant des situations d'urgence.

Cependant, en 2022, le vérificateur général du Canada a constaté que SAC n'avait pas mis en œuvre d'approche axée sur les risques, ce qui limitait sa capacité à planifier et à investir de manière stratégique dans l'atténuation et la préparation. Les vérifications ont révélé que de nombreux plans régionaux de gestion des urgences étaient périmés ou inexistants (SAC, 2022).

En réponse, la région de la Saskatchewan de SAC a investi plus de 9,4 millions de dollars en 2022 et 2023 pour soutenir la préparation et le renforcement des capacités, y compris des partenariats avec la Croix-Rouge canadienne pour améliorer les services sociaux d'urgence et la formation à l'évacuation. Malgré ces efforts, les problèmes systémiques persistent. Le rapport annuel sur la gestion des urgences (2019 et 2020) de la Federation of Sovereign Indigenous Nations (FSIN) a soulevé des préoccupations constantes, notamment une ambiguïté décisionnelle, des mécanismes de financement inadéquats, des lacunes dans les infrastructures et des contraintes de capacité (O'Soup, 2019).

À l'heure actuelle, SAC coordonne les paiements pour les services de gestion d'urgence et d'intervention au nom des Premières Nations de la Saskatchewan, remboursant la province pour les

services fournis par les organismes provinciaux (O'Soup, 2019). Cet arrangement renforce un modèle descendant qui peut entrer en conflit avec les principes de gouvernance autochtone.

Les Premières Nations détiennent des droits inhérents et issus de traités à exercer leur compétence sur les services touchant leurs populations et leurs terres. Par conséquent, les Premières Nations elles-mêmes devraient diriger l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de gestion des urgences (O'Soup, 2019). Entre 2019 et 2024, l'Assemblée des Premières Nations (APN) a fait progresser une initiative de réforme (le Centre indépendant pour la résolution des revendications particulières) afin d'éliminer le contrôle fédéral sur le financement et l'adjudication et d'affirmer l'autorité juridique autochtone et les pratiques traditionnelles de règlement des différends (APN, 2024).

Le Programme d'atténuation non structurelle et de préparation aux urgences du PAGU reconnaît la nécessité du renforcement des capacités et vise à demeurer souple face aux divers besoins des communautés. Cependant, sa structure fondée sur des propositions présente un obstacle important. Cette structure désavantage de manière disproportionnée les communautés qui disposent d'une capacité administrative limitée, ce qui entraîne un sous-financement de celles qui sont le plus fréquemment touchées par des urgences. Entre 2018 et 2022, 13 Premières Nations ont été évacuées à 3 reprises ou plus; pourtant, 4 d'entre elles n'ont pas présenté de demande de financement. Cela donne à penser que le programme pourrait ne pas atteindre les personnes qui en ont le plus besoin.

6.2 Un système multijuridictionnel néglige les besoins des Premières Nations

Traditionnellement, une gestion efficace des inondations au Canada exige la participation de tous les ordres de gouvernement. Le gouvernement fédéral fournit souvent des recherches et des recommandations concernant certains aspects de la gestion des risques d'inondation, comme les normes de construction ou les niveaux de risque acceptables.

Cependant, la répartition des compétences en vertu de la Loi constitutionnelle du Canada offre peu de motivation juridique au gouvernement fédéral pour diriger les efforts de gestion des inondations.

Les provinces peuvent établir des niveaux d'inondation réglementaires particuliers, fixer des normes de construction et conseiller les administrations municipales en matière d'atténuation des inondations. Les administrations municipales doivent se conformer aux codes du bâtiment provinciaux en adoptant des règlements locaux. Harrison (1996) a suggéré que cet arrangement incarnait « le renvoi de balle » parce que tous les ordres de gouvernement sont impliqués; cependant, personne n'est véritablement responsable des décisions prises ou non (Shrubsole, 2023).

Au Canada, la gouvernance de l'eau s'effectue par l'entremise d'un système décentralisé et multijuridictionnel qui reconnaît constitutionnellement les gouvernements provinciaux comme autorités responsables des eaux situées exclusivement à l'intérieur des limites d'une province (Mora, 2022). Cependant, le gouvernement fédéral est considéré comme l'autorité responsable de l'eau dans les réserves des Premières Nations. Cette fragmentation institutionnelle a entraîné des conflits intergouvernementaux, un chevauchement des responsabilités et des dédoublements, des moyens inefficaces de collecte de données, un faible suivi de la qualité de l'eau et des répercussions négatives sur le bien-être des peuples autochtones (Mora, 2022).

6.3 Obstacles structurels dans le modèle de prestation du PICAI

L'architecture fondamentale du Programme d'identification et de cartographie des aléas d'inondation (PICAI) repose sur un mécanisme de prestation fédéral-provincial qui exclut par inadvertance de nombreuses communautés des Premières Nations d'une participation équitable. Bien que ce modèle puisse fonctionner pour les municipalités ayant des relations provinciales établies, il ne tient pas compte des réalités juridiques et de gouvernance distinctes des communautés autochtones relevant de la compétence fédérale.

Le rôle d'intermédiaire des gouvernements provinciaux est au cœur du problème. Les accords du PICAI délèguent le pouvoir de planification aux provinces, lesquelles détiennent la compétence en matière de cartographie des inondations. Par conséquent, elles déterminent les priorités et allouent les ressources. Les Premières Nations, en raison de leur relation constitutionnelle avec le gouvernement fédéral, se trouvent souvent exclues du mandat de planification provincial. Les communautés les plus vulnérables au risque d'inondation ne sont pas priorisées dans la sélection des projets et reçoivent rarement des ressources pour mener leurs propres travaux de cartographie.

Cette exclusion est aggravée par la question des compétences. Les provinces, manquant de mandats ou de protocoles clairs pour mobiliser les communautés autochtones dans le cadre d'initiatives financées par le gouvernement fédéral, évitent souvent d'amorcer des partenariats par crainte de dépasser les limites juridiques. Les organismes fédéraux, quant à eux, comptent sur les provinces pour exécuter la programmation sans garantir l'inclusion des Autochtones. Il en résulte un vide de gouvernance; aucune autorité n'est clairement responsable d'assurer l'accès, l'inclusion ou le bénéfice des Autochtones.

Les conséquences sont majeures : les terres autochtones demeurent non cartographiées, les vulnérabilités aux inondations ne sont pas documentées et les interventions d'urgence restent réactives. Ce modèle perpétue des schémas historiques de dépossession et de négligence systémique, rejetant les communautés autochtones en marge des politiques climatiques malgré leur exposition disproportionnée aux aléas environnementaux.

Les mesures visant à remédier à cette situation pourraient comprendre la participation obligatoire des Autochtones à la sélection des projets et à l'allocation du financement, assortie de volets dédiés aux initiatives de cartographie dirigées par des Autochtones.

Les faits récents liés au PICAI montrent de premiers signes de progrès, comme l'intégration du savoir traditionnel autochtone et la publication de lignes directrices sur la mobilisation des Autochtones par Ressources naturelles Canada. Cependant, un changement significatif nécessite plus que des ajustements incrémentiels. Un modèle du PICAI axé sur la réconciliation doit faire ce qui suit :

- Positionner les Nations autochtones en tant que décideurs égaux dans la définition de la portée, l'allocation du financement et la mise en œuvre des projets.
- Intégrer l'inclusion des Autochtones dans les accords fédéraux-provinciaux.
- Établir des flux de financement dédiés aux initiatives dirigées par des Autochtones.
- Co-développer des cadres de mobilisation enracinés dans les ordres juridiques autochtones.

En Saskatchewan, le PICAI travaille en partenariat avec la Water Security Agency (WSA) provinciale. La Water Security Agency a été créée en 2012 pour regrouper tous les enjeux de gestion de l'eau à l'échelle de la province (Osmar, 2024). Dans un plan annuel de 2013 et 2014, l'engagement auprès des communautés des Premières Nations affichait une augmentation par rapport aux années

précédentes, environ 35 Nations ou communautés étant impliquées d'une manière ou d'une autre; l'établissement de relations constituait la majeure partie de ce type d'engagement (Gouvernement de la Saskatchewan, 2013). Cependant, dans le plan stratégique le plus récent de 2025 et 2026, il n'y avait aucune mention des Premières Nations ou des communautés autochtones (WSA, 2013). Sean Osmar, de la WSA, a noté que cette différence était due à un changement d'orientation stratégique. S'agissant de l'un des premiers rapports annuels de la WSA en 2013 et 2014, il a souligné que les changements de gouvernance et de stratégie ont amené la WSA à s'éloigner du domaine des Premières Nations, ajoutant que le gouvernement fédéral gère la plupart des programmes et services destinés aux réserves. Bien que de plus petits projets impliquant les Premières Nations aient encore lieu, ils sont généralement ponctuels et font intervenir d'autres organismes de gouvernance.

6.4 Prévention et atténuation par rapport à réaction et intervention

Les stratégies actuelles d'atténuation des inondations sont de nature réactive et technique et comprennent des dérivations d'eau, des digues et l'élargissement de dalots (Thapa, 2019). Cette approche a été critiquée à plusieurs reprises dans les vérifications fédérales. La vérification de 2013 du vérificateur général et les vérifications internes de 2013 et 2017 de SAC concernant le Programme d'aide à la gestion des urgences (PAGU) ont révélé que le ministère n'avait pas mis en œuvre une approche axée sur les risques, ce qui a limité sa capacité à payer et à investir de façon stratégique dans les activités d'atténuation et de préparation des Autochtones. Les vérifications ont également révélé que les plans régionaux de gestion des urgences du ministère n'existaient pas ou étaient périmés (SAC, 2022).

La Stratégie de sécurité civile pour le Canada de 2019 de Sécurité publique Canada soulignait que pour chaque dollar investi dans la préparation et l'atténuation, 6 $ peuvent être économisés en coûts d'intervention d'urgence et de rétablissement. Pourtant, entre 2018–2019 et 2021–2022, SAC a dépensé 646 millions de dollars en intervention et rétablissement, soit 3,5 fois plus que les 182 millions de dollars consacrés à la préparation et à l'atténuation (SAC, 2022).

Le Fonds d'infrastructure des Premières Nations (FIPN), bien que non particulier à la cartographie des zones inondables, joue un rôle essentiel dans le financement de projets d'atténuation structurelle. Doté d'un budget annuel de 12 millions de dollars (en mars 2024), le FIPN soutient des infrastructures

conçues pour prévenir ou réduire les impacts d'urgence, comme des dalots et des digues. Cependant, le programme fait face à un arriéré important :

- 102 projets ont été achevés ou étaient en cours.
- 72 propositions sont demeurées non évaluées.
- 112 projets ont été jugés admissibles, mais non financés.
- 74 d'entre eux figuraient dans l'arriéré depuis plus de 5 ans.
- 4 projets étaient en attente depuis près d'une décennie.

SAC a cité le manque de financement comme motif de son inaction. Compte tenu du budget actuel de 12 millions de dollars, le traitement de l'arriéré existant prendrait plus de 24 ans, sans compter les nouvelles propositions ou les projets dont le coût n'a pas encore été évalué. Ce retard constitue une menace directe pour la sécurité des communautés, car des projets d'infrastructures essentiels demeurent non financés malgré les urgences répétées et les risques climatiques croissants. En conséquence, les Premières Nations risquent de faire face à des urgences qui pourraient être évitées ou atténuées par la construction d'infrastructures plus résilientes (Bureau du vérificateur général, 2022).

6.5 Indemnisation ou renforcement des capacités

En Saskatchewan, les lacunes dans les politiques de prévention des inondations exacerbent davantage les défis de gestion des urgences pour les communautés autochtones. À mesure que les inondations persistent, elles déclenchent des évacuations répétées et des interventions d'aide gouvernementale. Plusieurs sources font état d'une évolution des priorités fédérales : on passe de la prestation de services de formation destinés aux intervenants locaux au versement d'aides financières en cas de catastrophe aux provinces et aux communautés locales (Hulbert, 2018).

Bien que les versements soient essentiels en période de crise, les investissements à long terme dans les infrastructures menées par les communautés et dans la préparation aux urgences demeurent sous-utilisés. Ce déséquilibre a engendré un cycle de dépendance et une hausse des coûts, tant pour les programmes autochtones que pour ceux du gouvernement.

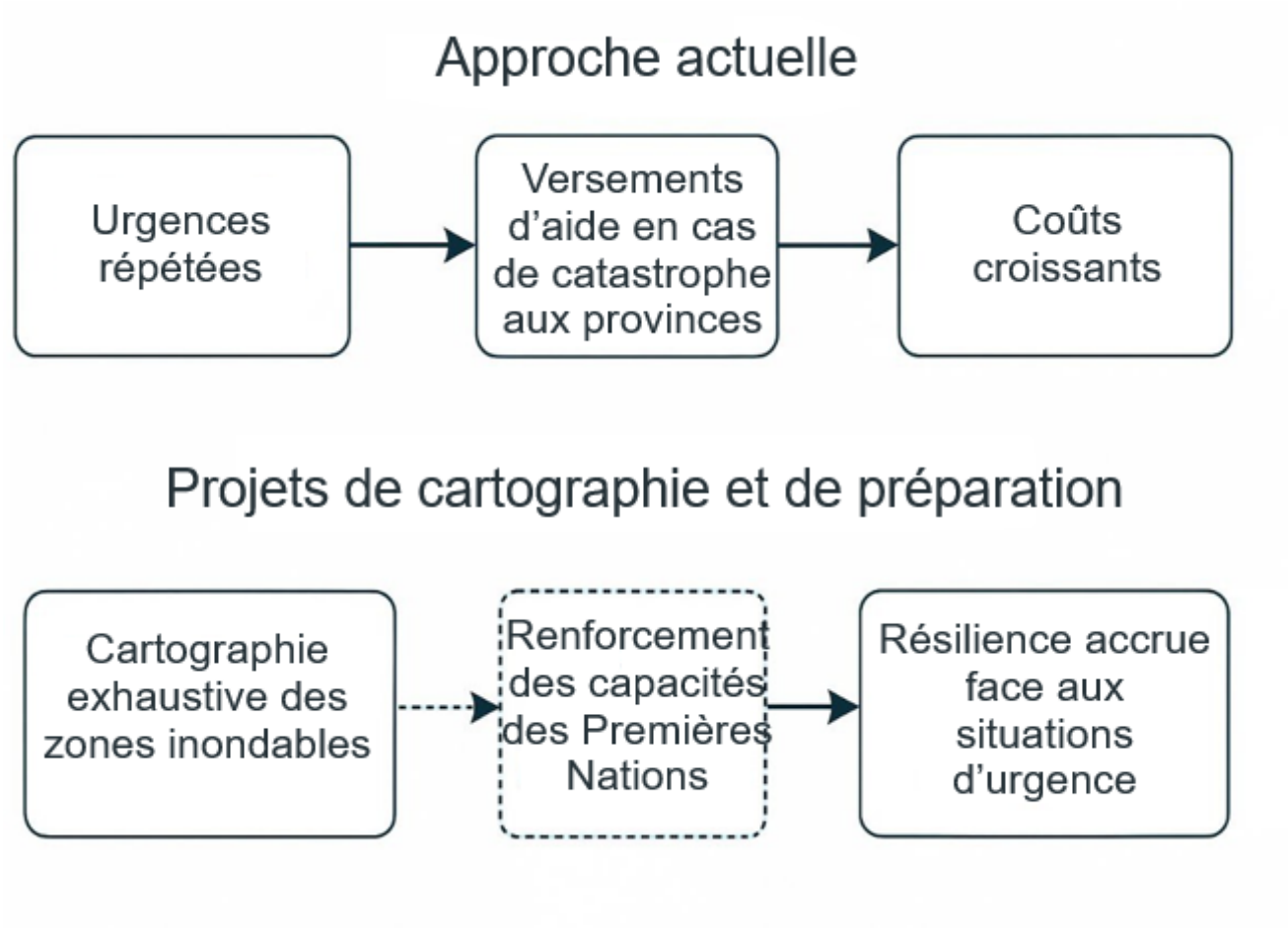


Figure 1 : Étapes pour améliorer les interventions d'urgence grâce à la cartographie des zones inondables et au renforcement des capacités autochtones.

La réduction du soutien fédéral en matière de planification et de formation liées aux inondations exige un renforcement symbiotique des initiatives locales et régionales de planification de la gestion des inondations (Hulbert, 2018). Les exigences réglementaires relativement récentes en matière d'intervention d'urgence des communautés locales ont eu un succès limité quant à la sensibilisation aux plans, à la promotion de leur acceptation et au renforcement de la résilience (Hulbert, 2018).

Les mesures préventives sont étroitement liées à des outils économiques tels que l'assurance et l'aide en cas de catastrophe. Cependant, en Saskatchewan, ces instruments sont sous-développés ou absents. L'assurance contre les inondations est souvent inaccessible, ce qui laisse les résidents autochtones dépendants des paiements d'aide en cas de catastrophe après les urgences. Ces paiements augmentent de façon constante, et sans investissement significatif dans les infrastructures

d'atténuation, ils risquent de devenir insoutenables sur le plan financier. Cette approche fait non seulement peser un fardeau sur les contribuables, mais elle n'incite pas non plus à adopter des pratiques de réduction des dommages (Hulbert, 2018). De plus, l'accès limité aux assurances et aux outils de rétablissement financier signifie que les communautés autochtones sont souvent confrontées à des pertes répétées sans avoir les moyens de se rétablir rapidement ou adéquatement, ce qui accentue les cycles de vulnérabilité.

6.6 Programme de gardiens autochtones (ECCC)

Le Programme de gardiens autochtones, géré par Environnement et Changement climatique Canada, appuie l'intendance des terres et des eaux dirigée par les Autochtones. Bien qu'il ait financé d'importants projets en Saskatchewan (comme ceux menés par Mistawasis Nêhiyawak et la Première Nation Nakota de Pheasant Rump), il n'a pas encore été appliqué à la cartographie des zones inondables.

Malgré son potentiel, son adoption en Saskatchewan demeure limitée. Les obstacles comprennent le manque de sensibilisation, les contraintes de capacité et l'absence d'intégration aux efforts de gestion des urgences ou de résilience aux inondations. Depuis 2023, la production de rapports fédéraux sur le programme a diminué, ce qui rend difficile l'évaluation des progrès actuels ou l'identification de nouvelles possibilités.

Pour renforcer sa pertinence pour la cartographie des zones inondables et l'adaptation aux changements climatiques, des activités de sensibilisation ciblées et un alignement plus clair avec les cadres de gestion des urgences sont nécessaires. Cela pourrait ouvrir de nouvelles voies pour la résilience aux inondations dirigée par les Autochtones, en particulier dans les communautés déjà engagées dans l'intendance environnementale (RNCan, 2023).

6.7 Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes (FAAC)

Le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes constitue un grand levier permettant aux communautés des Premières Nations de répondre aux besoins d'infrastructures avant qu'une catastrophe naturelle ne survienne, avec une enveloppe minimale de 138 millions de dollars réservée aux bénéficiaires autochtones, comme le FAAC l'a annoncé en 2021.

En Saskatchewan, des communautés autochtones ont eu recours au FAAC pour la réduction des risques de feux de forêt et d'autres initiatives de résilience. Cependant, plusieurs obstacles systémiques limitent son efficacité pour l'atténuation des inondations dans les Premières Nations :

- Exigences d'admissibilité et d'état de préparation : Les petites communautés manquent souvent de la capacité technique et des ressources de planification nécessaires pour satisfaire aux critères de demande du FAAC.
- Sensibilisation et soutien limités : De nombreuses communautés ne connaissent pas l'existence du fonds ou ne bénéficient pas d'aide pour naviguer dans le processus de demande complexe.
- Portée restreinte : L'accent mis par le FAAC sur les infrastructures structurales et naturelles peut ne pas répondre pleinement aux besoins plus larges de résilience des communautés, comme la planification des urgences, la formation ou les stratégies d'atténuation ancrées dans la culture.

Afin d'améliorer l'accès et les répercussions, le FAAC devrait être complété par un soutien ciblé au renforcement des capacités, des volets de demande simplifiés et des flux de financement souples qui reflètent les réalités de la gouvernance et des infrastructures autochtones. De plus, l'accent mis par le FAAC sur les infrastructures structurales et naturelles peut ne pas répondre de façon adéquate aux besoins plus larges de résilience des communautés, comme la planification des urgences, la formation et les stratégies d'atténuation ancrées dans la culture (SAC, 2025).

6.8 Accords d'aide financière en cas de catastrophe (SP)

Le programme des Accords d'aide financière en cas de catastrophe (AAFCC), géré par Sécurité publique Canada, joue un rôle majeur dans le remboursement des coûts d'intervention et de rétablissement en cas de catastrophe engagés par les provinces et les gouvernements autochtones. En Saskatchewan, les AAFCC ont fourni un soutien substantiel, en particulier lors d'inondations; entre 2005 et 2014, la province a reçu 20 % de tous les versements nationaux des AAFCC.

Malgré son importance financière, plusieurs défis structurels et politiques limitent l'efficacité des AAFCC dans les contextes autochtones.

- Modèle de prestation indirecte : Les fonds des AAFCC sont d'abord versés aux provinces, qui conçoivent et fournissent ensuite l'aide. Cette structure peut diluer l'accès et la capacité d'intervention pour les Autochtones, particulièrement lorsque les programmes provinciaux (comme le Provincial Disaster Assistance Program [PDAP] de la Saskatchewan) ne reflètent pas adéquatement les réalités des infrastructures de réserve ou de la gouvernance.
- Contraintes en matière d'admissibilité : Les AAFCC excluent les dommages causés par l'inondation des lacs, en particulier dans les villages villégiatures ou les parcs provinciaux. Cependant, l'inondation des lacs (causée par des niveaux d'eau élevés ou la poussée glacielle) peut toucher gravement les communautés autochtones du Nord. L'exclusion de tels événements des critères d'admissibilité à l'aide laisse les communautés touchées sans recours (Wittrock, 2018).
- Différenciation inadéquate : Les communautés autochtones sont souvent confrontées à des vulnérabilités uniques, comme des réseaux d'aqueduc, d'égout et de drainage sous-développés. Pourtant, les AAFCC ne tiennent pas compte de façon constante de ces différences. Des dirigeants de 11 Premières Nations de Qu'Appelle Valley ont critiqué le programme parce qu'il ignore les besoins précis sur les terres réservées (CBC News, 2013).
- Limites relatives à l'aide répétée : Les personnes qui reçoivent de l'aide en vertu des AAFCC doivent mettre en œuvre des mesures de précaution pour être admissibles à de l'aide future. Cette exigence peut être irréaliste pour les communautés qui n'ont pas les ressources nécessaires pour entreprendre des projets d'atténuation, ce qui enracine davantage la vulnérabilité (Burton, 2015).

Par exemple, la Nation crie de Red Earth a été confrontée à des inondations répétées au cours des deux dernières décennies, entraînant de nombreuses évacuations et des dommages aux infrastructures. Malgré la réception d'une aide d'urgence, la communauté continue d'éprouver des difficultés sur le plan de l'atténuation à long terme en raison d'un financement limité et de complexités juridictionnelles.

Pour assurer un rétablissement équitable en cas de catastrophe, les AAFCC doivent évoluer afin de reconnaître les besoins distincts des communautés autochtones, y compris les infrastructures pertinentes sur le plan culturel, les réalités juridictionnelles et les répercussions disproportionnées

des changements climatiques.

7. Lacunes dans l'harmonisation des programmes avec les priorités des communautés

Ce chapitre synthétise les enseignements des sections précédentes afin de déterminer les points de divergence entre les programmes fédéraux liés aux inondations et les besoins et priorités réels des communautés autochtones de la Saskatchewan. Il s'appuie sur l'analyse à l'échelle des programmes du chapitre 6 et met en lumière les lacunes thématiques qui persistent dans l'ensemble des compétences, des mécanismes de financement et des pratiques de mobilisation.

Grâce à une analyse des programmes fédéraux, de la littérature académique et des rapports d'organisations, plusieurs lacunes entre les besoins des communautés en matière de gestion des inondations et l'offre de programmes et de services sont ressorties. Bien qu'il existe une certaine collaboration (particulièrement entre RCAANC et RNCan [PACC et PICAI], ainsi qu'entre SAC et les entités provinciales dans le cadre du PAGU), la coordination demeure inconstante. Par exemple, comme les AAFCC et le FAAC fonctionnent en grande partie indépendamment des programmes propres aux Autochtones, les besoins sont souvent négligés et des lacunes apparaissent dans la prestation des services.

En passant en revue plusieurs articles de recherche liés au risque d'inondation chez les Autochtones et aux programmes de cartographie en Saskatchewan, nous avons dégagé plusieurs thèmes récurrents. Voici quelques-uns des principaux thèmes qui sont ressortis.

7.1 Prise en compte des besoins des communautés

Les communautés autochtones observent depuis longtemps les régimes de crue saisonniers, les cycles de gel-dégel et des indicateurs écologiques comme le déplacement de la faune et les changements de la végétation. Ces enseignements, transmis par les récits, les cérémonies et les rassemblements saisonniers, offrent un savoir hyperlocal qui est souvent exclu de la modélisation technique des inondations.

Le cas de Mistawasis Nêhiyawak (Thapa, 2019) illustre la façon dont la cartographie participative (combinant des données lidar, des histoires orales et le savoir fondé sur le territoire) peut produire des cartes des zones inondables plus précises et mieux ancrées dans la culture. Cette approche a

amélioré la précision technique, renforcé la confiance de la communauté et éclairé la planification des urgences ainsi que la modernisation des infrastructures.

7.1.1 Processus participatif : Des modèles aux significations

Le projet s'est déroulé en trois étapes délibérées :

- Modélisation initiale à l'aide de données altimétriques lidar, de la modélisation hydrologique et de relevés de précipitations.
- Ateliers communautaires au cours desquels des Aînés, des utilisateurs du territoire, des chasseurs et des trappeurs ont examiné les cartes et transmis leur savoir.
- Révision du modèle fondé sur les intrants de la communauté.

Les participants ont déterminé les zones inondées plus tôt que prévu, corrigé les zones mal classées et partagé des histoires orales sur des inondations marquantes. Ils ont également décrit des indicateurs naturels d'inondation (comme la migration des grenouilles, l'inondation des fourrés de saules et le comportement de la fonte des glaces) qui ont apporté des nuances dépassant ce que les données techniques pouvaient capter.

7.1.2 Cocréation des connaissances et amélioration des résultats

Les chercheurs ont révisé leurs modèles en se basant sur les commentaires de la communauté, ajustant les hypothèses relatives au ruissellement de surface, à la directionnalité de l'eau et à la perméabilité du sol. Les cartes finales se sont révélées plus précises et plus pertinentes sur le plan social, hiérarchisant les zones pour les interventions et la planification de la résilience.

Tout aussi importante a été la transformation de la confiance au sein de la communauté. Les résidents de Mistawasis, auparavant méfiants envers les experts externes, ont exprimé leur confiance à l'égard des cartes parce que leur savoir y était visiblement intégré. Les cartes ont été utilisées pour la planification des urgences, la modernisation des infrastructures et les demandes de financement.

La collaboration a favorisé un apprentissage mutuel : les scientifiques ont mieux compris des indicateurs paysagers invisibles sur l'imagerie satellitaire, tandis que les membres de la communauté ont approfondi leur compréhension de la science hydrologique. Le projet est devenu réciproque

plutôt qu'extractif.

7.2 Étude de cas : Projet de cartographie des zones inondables de Mistawasis Nêhiyawak (Thapa, 2019)

L'initiative de cartographie des zones inondables de Mistawasis Nêhiyawak illustre comment le savoir autochtone et la mobilisation menée par la communauté peuvent améliorer la précision, la pertinence et la fiabilité des cartes des zones inondables. Mené en partenariat avec l'Université de la Saskatchewan, le projet a mis l'accent sur la cocréation plutôt que sur une modélisation descendante, démontrant un modèle reproductible d'intégration des systèmes de connaissances culturelles et scientifiques dans la planification de la résilience aux inondations.

7.2.1 À propos du projet

Mistawasis Nêhiyawak est située dans la région des cuvettes des Prairies (RCP), un vaste réseau de terres humides s'étendant en Saskatchewan et dans les provinces voisines. La RCP contient des milliers de terres humides peu profondes appelées marres. La région couvre une superficie d'environ 800 000 km^2 et s'étend sur 3 provinces canadiennes, soit la Saskatchewan, le Manitoba et l'Alberta, ainsi que 5 États américains : le Minnesota, l'Iowa, le Dakota du Nord, le Dakota du Sud et le Montana (Wikipédia, sans date). Réalisé en partenariat avec l'Université de la Saskatchewan, le projet avait pour objectif d'intégrer le savoir autochtone dans la modélisation des inondations, et non seulement de le valider.

7.2.2 Processus de cartographie participative en trois étapes

Les chercheurs ont commencé par générer des cartes préliminaires des aléas d'inondation à l'aide de données topographiques lidar à haute résolution, de modèles hydrologiques et de relevés de précipitations. Ces cartes répondaient aux normes techniques, définissant les étendues d'inondation probables selon divers scénarios.

Au lieu de finaliser les cartes de façon isolée, les chercheurs ont organisé une série d'ateliers avec les membres de la communauté de Mistawasis. Des Aînés et des intendants du territoire ont remis en question des hypothèses présentées sur les cartes, ciblé des zones d'inondation précoce et désigné

des sites et itinéraires d'une grande importance culturelle. Ces aperçus ont permis de recalibrer les modèles et d'obtenir des cartes des zones inondables plus précises.

7.2.3 Résultats concrets de l'étude

Les résultats suivants ont été observés :

- Amélioration de la précision technique grâce à l'intégration de repères d'inondation locaux.
- Accroissement de la confiance de la communauté, menant à une utilisation plus large des cartes.
- Amélioration de la préparation grâce à une planification ciblée des infrastructures.
- Renforcement des capacités au sein de la Nation en ce qui concerne le SIG et la climatologie.
- Le potentiel de reproduction pour d'autres Nations autochtones a été établi.

7.2.4 Pourquoi c'était important

Le projet de Mistawasis Nêhiyawak a démontré que la cartographie des zones inondables peut être un outil d'autonomisation plutôt que d'extraction; lorsque les communautés autochtones sont des codirigeants et non des éléments secondaires. Il a montré que le savoir autochtone est empirique, vérifiable et essentiel à la compréhension du risque d'inondation. S'appuyant sur le processus de cocréation décrit précédemment, les membres de la communauté ont fourni des renseignements en temps réel et des histoires orales qui ont enrichi les modèles techniques et comblé d'importantes lacunes dans les données. Ces contributions ont comblé des lacunes critiques dans les données, en particulier dans les zones où les modèles hydrologiques étaient limités par des ensembles de données périmés ou incomplets.

Élément important, le projet a élargi la portée de la cartographie des zones inondables pour y inclure des géographies sociales et culturelles qui sont souvent invisibles pour la science occidentale. Des membres de la communauté ont ciblé des terroirs de chasse traditionnels, des espaces cérémoniels et des lieux de rassemblement saisonniers qui étaient vulnérables aux inondations. Ces lieux, bien que non considérés comme des infrastructures dans la planification conventionnelle, sont vitaux pour l'identité de la communauté, la sécurité alimentaire et la continuité culturelle.

En intégrant ces perspectives, les cartes obtenues sont devenues non seulement plus précises sur le plan technique, mais aussi plus pertinentes sur les plans social et culturel. Ce croisement des savoirs autochtones et scientifiques a permis de passer de la prédiction à une planification ancrée dans le milieu, veillant à ce que les évaluations du risque reflètent ce qui importe le plus aux gens qui habitent le territoire et en prennent soin. Le processus a également permis de rétablir la confiance entre la communauté et les institutions externes, posant ainsi les bases d'une collaboration future en matière d'adaptation aux changements climatiques et de planification des urgences.

7.2.5 Cadre Honouring Water et codéveloppement

Le cadre Honouring Water, élaboré par Mistawasis Nêhiyawak en 2022, propose un modèle collaboratif de gouvernance de l'eau ancré dans les principes Nêhiyawak, l'intendance partagée et des relations de Nation à Nation. Il favorise une intendance durable de l'eau alignée sur les valeurs autochtones et met l'accent sur l'inclusion des voix de la communauté et du savoir traditionnel dans la prise de décision.

Pour modifier de façon significative la manière dont les politiques sur l'eau sont codéveloppées, plusieurs virages clés sont nécessaires :

- De la consultation à la prise de décision conjointe : Les peuples autochtones doivent être reconnus comme des détenteurs de droits et des détenteurs de savoirs investis d'une autorité juridictionnelle.
- Pluralité des systèmes juridiques et de connaissances : Les politiques sur l'eau doivent refléter à la fois les mécanismes juridiques occidentaux et les lois autochtones sur l'eau, y compris les histoires orales et les protocoles culturels.
- Soutien à la gouvernance dirigée par les Autochtones : Des approches propres à chaque Nation devraient être appuyées au moyen du renforcement des capacités, du financement et de la reconnaissance juridique.
- Relations éthiques et réciprocité : Le codéveloppement doit commencer par l'établissement de la confiance et suivre le leadership autochtone.

- Réforme institutionnelle : Les organismes fédéraux et provinciaux doivent intégrer les systèmes de connaissances autochtones par des changements structurels, notamment une formation anticoloniale et un recrutement inclusif.

Ces principes offrent une voie vers un avenir plus relationnel, respectueux et résilient; un avenir où les Nations autochtones jouent un rôle central dans la gestion des paysages hydrographiques dont elles sont les intendantes depuis des temps immémoriaux.

7.3 Obstacles à l'information

7.3.1 Modèles de remplacement : Décentralisation et responsabilisation

D'autres compétences (au Canada et dans le monde) ont commencé à mettre en œuvre des modèles de remplacement qui peuvent offrir des leçons pour améliorer l'équité de l'information sur les risques d'inondation. Ces modèles mettent l'accent sur la gouvernance partagée, le leadership autochtone et la reconnaissance juridique des systèmes de connaissances autochtones.

7.3.1.1 Coproduction et planification à l'échelle de toute la communauté

Certaines provinces (par exemple., la législation sur la gestion des urgences de la Colombie-Britannique) explorent des approches « à l'échelle de toute la communauté » qui intègrent les partenaires autochtones dès le départ. Les cadres de coproduction permettent une prise de décision et une intégration des connaissances partagées, comme le montre le rôle de la First Nations Emergency Services Society de la Colombie-Britannique dans la cartographie des aléas et la planification de la résilience. Ces approches reconnaissent que les peuples autochtones apportent des systèmes de connaissances vitaux, un savoir vécu et des perspectives culturelles qui sont essentiels à une planification efficace et équitable. Les cadres de coproduction vont au-delà de la consultation; ils établissent des mécanismes pour une autorité partagée, un apprentissage mutuel et une responsabilité conjointe. Un exemple concret en est la First Nations Emergency Services Society de la Colombie-Britannique, qui joue un rôle central dans la cartographie des aléas et la planification de la résilience. Leur travail démontre comment le leadership et l'expertise autochtones peuvent façonner des stratégies d'urgence plus adaptées, ancrées dans la culture et durables (Gouvernement de la Colombie-Britannique, 2025).

7.3.1.2 Organismes de gouvernance collaborative

La Commission mixte internationale (CMI) et des conseils de gestion conjointe semblables offrent un modèle où plusieurs gouvernements, y compris des gouvernements autochtones, partagent l'autorité pour gérer les ressources transfrontalières. Un équivalent national pourrait être un **conseil national de gouvernance des inondations** comprenant une représentation autochtone, chargé d'établir des normes et des modèles de financement pour l'équité des données. Ce modèle peut inspirer des cadres canadiens internes qui priorisent la cogestion et une représentation équitable. Par exemple, un conseil national de gouvernance des inondations pourrait être créé pour superviser la planification, l'atténuation et l'intervention en cas d'inondation dans l'ensemble des provinces et territoires. Élément crucial, ce conseil inclurait une représentation autochtone non pas à titre consultatif, mais en tant que partenaire de gouvernance doté d'une autorité égale. Un tel organisme pourrait être responsable d'établir des normes nationales de résilience aux inondations, de coordonner les efforts interjuridictionnels et de développer des modèles de financement qui garantissent l'équité des données. Toutes les communautés, y compris les Nations autochtones, ont donc accès aux outils, aux technologies et aux renseignements nécessaires pour prendre des décisions éclairées.

L'intégration de la gouvernance autochtone au cœur d'un tel conseil permettrait non seulement de refléter les principes de la réconciliation et de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), mais aussi de renforcer l'efficacité de la gestion des inondations en intégrant divers systèmes de connaissances, y compris le savoir écologique traditionnel. Cette approche rapprocherait le Canada d'un régime de gouvernance de l'eau véritablement inclusif et adaptatif (Commission mixte internationale, 2024; RNCan, 2024).

7.3.1.3 Normes de données prévues par la loi et cadres fondés sur les droits

En Nouvelle-Zélande, la Loi sur la gestion des ressources comprend des dispositions reconnaissant les connaissances et les droits des Maoris dans la planification environnementale. La législation canadienne sur l'eau et les inondations pourrait de même être révisée afin de consacrer les principes PCAP^{MD} (propriété, contrôle, accès et possession) dans toute la cartographie des zones inondables financée par le gouvernement fédéral, veillant ainsi à ce que les Premières Nations ne fassent pas seulement apporter leur savoir, mais aient le dernier mot sur son utilisation et sa diffusion.

7.4 Pourquoi c'est important

De nombreux programmes fédéraux s'appuient sur des organisations provinciales pour leur distribution, notamment le PICAI, le PAGU, les AAFCC et le PNAC. Fonctionner par l'entremise d'organisations provinciales crée un obstacle pour les communautés autochtones et ne tient pas compte des besoins propres aux terres réservées.

En 2010, le gouvernement fédéral a décidé d'acheminer l'aide de secours en cas de catastrophe pour toutes les communautés (y compris urbaines, rurales et des Premières Nations) par l'intermédiaire du Provincial Disaster Assistance Program (PDAP) en Saskatchewan. Ce programme détermine le financement pour toutes les communautés. Cependant, des communautés des Premières Nations ont déclaré que le programme avait ignoré leurs besoins particuliers sur les terres réservées (CBC News, 2013).

Le Conseil tribal de File Hills Qu'Appelle a rapporté que le programme avait failli à la tâche auprès des communautés des Premières Nations en raison de leurs besoins uniques qui n'ont pas été pris en compte. Le dirigeant des Premières Nations Edmund Bellegarde a expliqué : « Les communautés n'ont pas les infrastructures routières et d'égout permettant au drainage de gérer les problèmes d'inondation. [...] Ainsi, les répercussions s'accumulent encore plus à l'échelle des Premières Nations. »

Ces préoccupations découlent de leur expérience de 2011, lorsque l'aide de secours en cas de catastrophe du gouvernement fédéral a été canalisée par un programme à l'échelle de la province qui ne reflétait pas les réalités des infrastructures et de la gouvernance des Premières Nations (CBC News, 2023).

De plus, Services aux Autochtones Canada (SAC) ne dispose pas d'ententes de services dans l'ensemble des compétences avec les provinces ou d'autres fournisseurs de services pour offrir des services d'urgence dans les communautés autochtones. En date de 2022 :

SAC avait signé des ententes de services de gestion des urgences dans seulement six provinces (excluant la Saskatchewan).

Des ententes sur les feux de forêt existaient dans 6 provinces, dont la Saskatchewan, mais l'entente

de la Saskatchewan excluait plus de la moitié (38 sur 70) des communautés autochtones de la province.

Ce manque d'ententes globales augmente le risque que certaines communautés autochtones ne reçoivent pas de services d'urgence au moment où elles en ont le plus besoin. Cela crée également de l'ambiguïté et de la confusion entre les parties prenantes concernant les rôles et les responsabilités, entraînant des retards dans l'intervention en cas d'urgence.

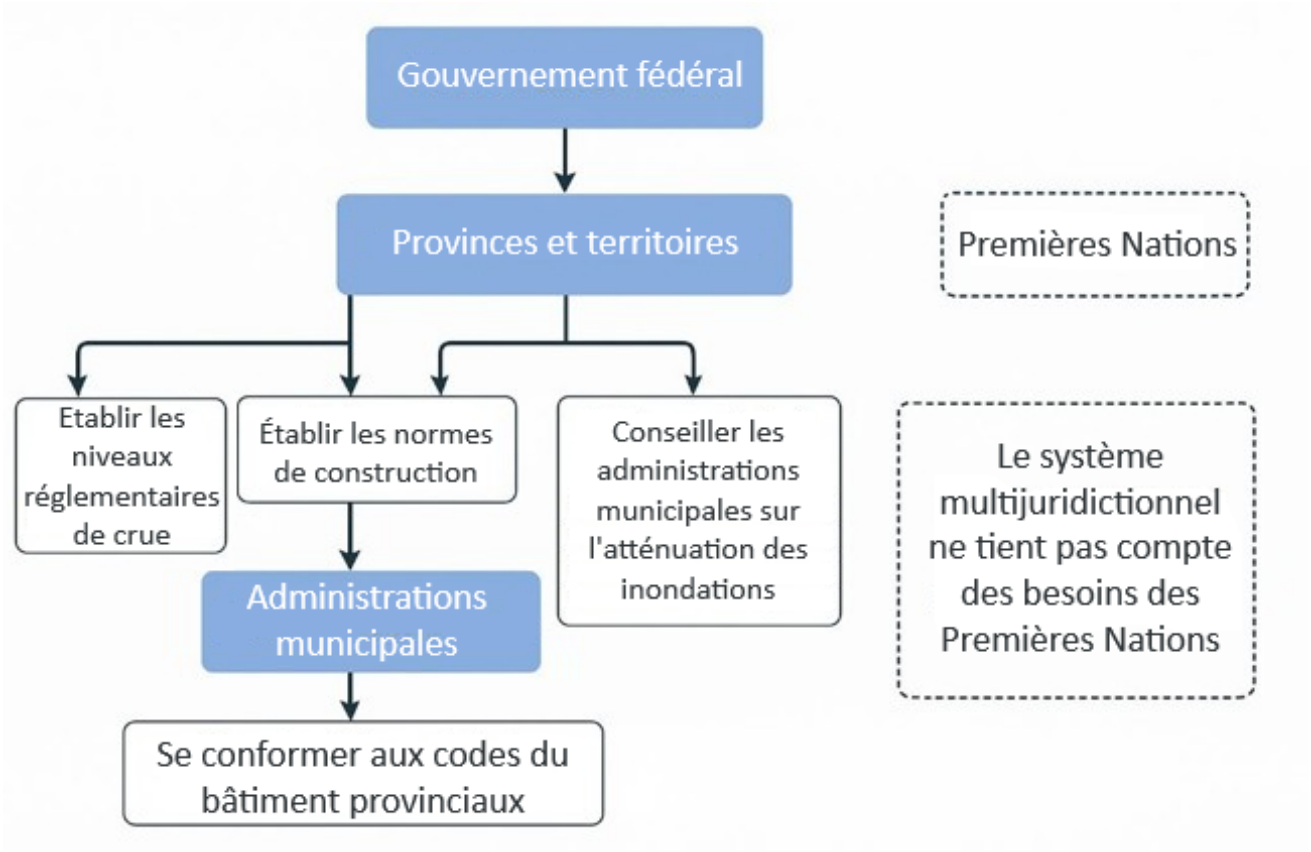


Figure 2 : Obstacles structurels à une intervention d'urgence équitable en cas d'inondation dans les communautés autochtones.

7.4.1 Gestion transfrontalière de l'eau

Les cours d'eau traversent de nombreuses frontières juridictionnelles; nationales, provinciales, de réserve et municipales. En Saskatchewan, cette complexité est gérée au moyen d'un réseau d'ententes, telles que les suivantes :

- La Régie des eaux des provinces des Prairies, qui administre la *Master Agreement on Apportionment*.
- Le Conseil du bassin du fleuve Mackenzie, créé par l'*Entente-cadre sur les eaux transfrontalières* (1997), impliquant le Canada, la Saskatchewan, l'Alberta, la Colombie-Britannique, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.
- Les Ententes bilatérales sur la gestion des eaux avec l'Alberta et les Territoires du Nord-Ouest.
- La Commission mixte internationale (CMI), guidée par le *Traité des eaux limitrophes* (1909), qui réglemente les utilisations partagées de l'eau entre le Canada et les États-Unis.

Bien que ces cadres facilitent la collaboration intergouvernementale, ils reflètent largement des modèles de gouvernement à gouvernement qui excluent les Nations autochtones en tant que partenaires souverains. Cela est particulièrement problématique étant donné que de nombreuses réserves des Premières Nations sont situées près ou sur des frontières provinciales et internationales; des zones extrêmement vulnérables aux enjeux d'eaux transfrontalières.

Par exemple, Cumberland House, la Nation crie de Red Earth, la Nation crie de Shoal Lake et la Première Nation de Keeseekoose (près de la frontière du Manitoba), ainsi que les Nations cries d'Onion Lake et de Poundmaker (près de la frontière de l'Alberta) font face à de graves risques d'inondation. Pourtant, leurs expériences vécues et leur savoir traditionnel ne sont pas formellement reconnus dans les ententes qui régissent les eaux qui les touchent.

Le protocole d'entente entre le Manitoba et la Saskatchewan ne désigne que les « représentants supérieurs » des gouvernements provinciaux comme autorités de coordination, omettant totalement les Premières Nations. Cela renforce un modèle colonial descendant qui met de côté la compétence autochtone et les responsabilités d'intendance de l'eau.

De plus, l'orientation stratégique de la Water Security Agency (WSA) s'est éloignée de la mobilisation des Autochtones, invoquant la compétence fédérale. Cela laisse les Premières Nations sans voix claire dans la gouvernance transfrontalière de l'eau, malgré leurs droits juridiques et culturels.

Un enseignement clé de la discussion précédente est que les Premières Nations ne sont pas des parties prenantes; elles sont des détentrices de droits entretenant des relations juridiques, culturelles et historiques distinctes avec l'eau. Leur exclusion de la gouvernance transfrontalière perpétue la marginalisation systémique et affaiblit les efforts visant à bâtir un avenir résilient, durable et équitable pour l'eau.

7.5 Comparaison des approches réactives et proactives

Le Tableau 4 résume les principales différences entre les modèles réactifs de secours en cas de catastrophe et les investissements proactifs dans le renforcement des capacités. Il met en lumière les avantages à long terme du passage de versements d'urgence à court terme à des stratégies de résilience durables et dirigées par la communauté.

Tableau 4 : Approches réactives par rapport à proactives.

Facteur	Versements de secours en cas de catastrophe	Investissements dans le renforcement des capacités
Dépenses gouvernementales	Coûts récurrents élevés après chaque inondation	Coûts initiaux inférieurs, meilleure valeur à long terme
Incidence sur la communauté	Sécurité temporaire, mais perturbation à long terme	Renforce la résilience et l'indépendance de la communauté
Infrastructure	Correctifs à court terme et efforts de réinstallation	Améliorations permanentes comme les bermes, le drainage et les réseaux d'aqueduc
Gouvernance et autonomisation	Maintient le contrôle externe des crises	Permet l'autodétermination, la planification et l'état de préparation

Les versements de secours en cas de catastrophe entraînent souvent des conséquences involontaires tant pour les communautés autochtones que pour les programmes gouvernementaux :

- **Pour les communautés autochtones**, ils renforcent un préjugé en faveur des secours à court terme, perturbent l'éducation et la continuité culturelle, et limitent le contrôle local.
- **Pour les gouvernements**, ils mènent à une hausse des coûts, à l'examen minutieux du public et à la perpétuation des inégalités systémiques en raison des obstacles bureaucratiques et de critères d'admissibilité stricts.

Une approche coordonnée et proactive (comme le Programme d'atténuation non structurale et de préparation aux urgences [SAC]) est essentielle. Cependant, sans un investissement soutenu dans la préparation et les infrastructures dirigées par les Autochtones, la dépendance à l'égard des versements réactifs demeurera insoutenable sur les plans économique, social et moral.

7.6 Résumé et transition vers les recommandations

Cette section a exploré les lacunes persistantes entre les programmes fédéraux liés aux inondations et les réalités vécues des communautés autochtones en Saskatchewan. Grâce à des études de cas, à l'analyse des politiques et aux enseignements des communautés, plusieurs thèmes clés sont ressortis :

- La nécessité d'une cartographie des zones inondables dirigée par la communauté qui intègre le savoir autochtone et les priorités.
- L'importance du codéveloppement et de la gouvernance partagée dans la gestion de l'eau et des urgences.
- Les obstacles structurels créés par la fragmentation juridictionnelle et la dépendance à l'égard des intermédiaires provinciaux.
- Le besoin urgent de passer de secours réactifs en cas de catastrophe à des investissements proactifs dans le renforcement des capacités.

L'étude de cas de Mistawasis Nêhiyawak a démontré le potentiel transformateur de la cartographie participative et des cadres de gouvernance dirigés par les Autochtones comme *Honouring Water*.

Pendant ce temps, l'analyse des programmes fédéraux a révélé que de nombreuses initiatives bien intentionnées échouent en raison de failles de conception systémiques, d'une accessibilité limitée et d'un manque de pertinence culturelle.

S'appuyant sur les lacunes ciblées dans la conception des programmes, la gouvernance et la mobilisation communautaire, le chapitre suivant présente un ensemble de recommandations concrètes pour combler ces lacunes. Ces propositions visent à appuyer l'autodétermination des Autochtones, à améliorer l'efficacité des programmes et à veiller à ce que les efforts de résilience aux inondations soient équitables, inclusifs et ancrés dans les droits et le savoir des peuples autochtones.

8. Recommandations

- Réduire les obstacles à l'accès aux programmes fédéraux.
    - Travailler avec les communautés autochtones afin d'identifier et d'éliminer les obstacles systémiques pour accéder à ces programmes.
    - Les mesures pourraient comprendre :
        - la rationalisation des processus de demande.
        - l'augmentation des engagements de financement pluriannuels.
        - le soutien au renforcement des capacités à l'échelle de la communauté.
        - de veiller à ce que les critères et les échéanciers des programmes s'alignent sur les structures de gouvernance et les cycles saisonniers autochtones.
- la mise en œuvre une gestion des urgences dirigée par les Autochtones et une gouvernance collaborative pour soutenir l'autodétermination.
    - les programmes gouvernementaux descendants traditionnels ne répondent pas aux besoins distincts des Premières Nations.
    - **Mesure** : Structurer les programmes pour qu'ils soient en communication directe avec les Nations sans passer par les gouvernements provinciaux.
    - **Mesure** : Passer de lettres d'entente informelles à des protocoles d'entente formels impliquant les Premières Nations, SAC et les gouvernements provinciaux pour assurer une gouvernance collaborative.
        - Préciser les rôles, les responsabilités et les processus de prise de décision entre toutes les parties.
        - Créer un cadre plus transparent et responsable pour la collaboration intergouvernementale.
        - Refléter la relation de Nation à Nation entre les communautés autochtones et la Couronne, appuyer l'autodétermination des Autochtones et veiller à ce que les communautés autochtones aient une voix égale dans les efforts de planification, de préparation, d'intervention et de rétablissement.

        - En intégrant des protocoles pertinents sur le plan culturel, des mécanismes de règlement des différends et des engagements à long terme au sein des protocoles d'entente, les gouvernements peuvent évoluer vers des partenariats plus respectueux, durables et efficaces avec les communautés autochtones.
    - **Mesure** : Compléter les cartes techniques des zones inondables par le savoir traditionnel et local afin de garantir une compréhension exhaustive des risques.
    - **Mesure** : Établir un processus pour tresser les systèmes de connaissances orales traditionnelles avec les outils techniques et scientifiques de gestion de l'eau.
        - Appuyer la recherche collaborative qui valide et applique le savoir autochtone en hydrologie, en cartographie et en surveillance écologique.
        - Bâtir des relations solides pour faciliter ce travail fondé sur la confiance et la transparence.
- Inclure les voix autochtones dans la gestion transfrontalière de l'eau.
    - **Mesure** : Ajouter des postes pour assurer la représentation autochtone dans toutes les ententes de gestion transfrontalière de l'eau, y compris le protocole d'entente entre le Manitoba et la Saskatchewan et la Commission mixte internationale.
- Restructurer les programmes fédéraux pour prioriser la prévention et l'atténuation.
    - **Mesure** : Reconcevoir les mécanismes pour renforcer le renforcement des capacités dans les rôles de gestion des urgences, en mettant l'accent sur la cartographie des zones inondables et les mises à jour d'infrastructures afin de minimiser les répercussions et les versements post-catastrophes.
- Investir dans la recherche sur les répercussions des aléas naturels pour les communautés autochtones.
    - **Mesure** : Financer la recherche sur les répercussions dans les communautés autochtones pour réduire les obstacles à l'information et éclairer les décideurs politiques.

Des recommandations politiques supplémentaires comprennent l'établissement d'un protocole d'entente (PE) et d'ententes formelles entre la province de la Saskatchewan, Services aux Autochtones Canada et les Premières Nations. Ces ententes devraient soutenir le développement d'un cadre de gestion des urgences des Premières Nations pour la région de la Saskatchewan, intégrant les éléments clés suivants (O'Soup, 2019).

- Démontrer un engagement à reconnaître et à soutenir le développement continu des capacités et l'expansion des ressources et des structures de gestion des urgences des Premières Nations, tant collectivement qu'à l'échelle de chaque Première Nation.
- Toutes les communications connexes, révisions et modifications structurelles apportées au financement d'urgence des Premières Nations constitueront la base d'un protocole d'entente formel pour la gestion des urgences des Premières Nations.
- Le PE doit inclure les trois parties de gouvernance des Premières Nations représentées par la FSIN, ainsi que les gouvernements fédéral et provincial.
- Doit être basé sur un dialogue actif et une entente avec les Premières Nations et les parties connexes (O'Soup, 2019).

Guidés par les recommandations d'O'Soup (2019), les efforts axés sur le renforcement des capacités, la formalisation des structures de gouvernance et le développement de relations collaboratives entre les partenaires autochtones, fédéraux et provinciaux comprennent les éléments suivants :

- La Federation of Sovereign Indigenous Nations (FSIN) a élargi ses services d'urgence grâce à la création d'un secrétariat de la gestion des urgences dédié, de groupes consultatifs techniques et de programmes de formation spécialisée dans des domaines tels que l'intervention en cas de feu de forêt et la préparation des communautés (O'Soup, 2023).
- Bien qu'un protocole d'entente (PE) tripartite formel n'ait pas encore été finalisé, la FSIN a initié des révisions aux ententes existantes et continue de travailler à l'établissement d'un cadre global qui inclut Services aux Autochtones Canada et la province de la Saskatchewan (O'Soup, 2023).

9. Résumé – Mobilisation des Premières Nations sur la cartographie des zones inondables en Saskatchewan

Ressources naturelles Canada (RNCan) dirige l'élaboration de la série « Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables » afin d'améliorer la cohérence, l'accessibilité et l'application des renseignements sur les aléas d'inondation à l'échelle du Canada. Dans le cadre de ces travaux, RNCan s'est engagé à mobiliser les communautés autochtones pour mieux comprendre la réalité vécue de la cartographie des zones inondables sur le terrain, et comment les approches existantes peuvent mieux soutenir la prise de décision autochtone, protéger l'utilisation traditionnelle des terres, et refléter les besoins et les réalités vécues de la communauté.

Ce rapport résume les conclusions de deux séances de mobilisation auprès des Premières Nations de Saskatchewan : une séance en présentiel tenue à Regina le 18 novembre 2025, et une séance virtuelle tenue le 11 février 2026. Ensemble, ces séances ont réuni des représentants de Premières Nations et d'organisations des Premières Nations pour partager des perspectives ancrées dans l'expérience directe des inondations, de la cartographie des zones inondables et des structures de gouvernance qui façonnent la gestion des risques d'inondation. Au total, 51 participants ont assisté aux séances, dont des représentants de 26 Premières Nations et de 4 conseils tribaux.

Ce rapport se veut une synthèse de mobilisation sur ce que nous avons entendu/ce que nous avons appris, et non une évaluation technique des méthodes de cartographie des zones inondables ou une évaluation de communautés, de programmes ou de compétences individuelles. Il reflète la manière dont la cartographie des zones inondables est vécue par les Premières Nations et les organisations des Premières Nations participantes, et ce que ces expériences révèlent sur les conditions de gouvernance, de prestation et de mise en œuvre qui façonnent les résultats. Les observations, les apprentissages et les considérations énoncés ici visent à éclairer l'élaboration continue des lignes directrices fédérales, plutôt qu'à valider des approches existantes ou à prescrire des solutions définitives.

9.1 Introduction et contexte

Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables et rôle de RNCan

Ressources naturelles Canada (RNCan) dirige l'élaboration de la série « Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables » afin de soutenir des renseignements sur les aléas d'inondation plus cohérents, accessibles et crédibles à l'échelle du Canada. Ces guides visent à éclairer la gestion des risques d'inondation, l'aménagement du territoire, les investissements dans les infrastructures, la préparation aux urgences et les initiatives d'adaptation aux changements climatiques dans les contextes fédéraux, provinciaux, territoriaux et autochtones.

Dans le cadre de ces travaux, RNCan s'est engagé à mobiliser les communautés autochtones afin de mieux comprendre comment les approches, outils et structures de gouvernance actuels en matière de cartographie des zones inondables croisent les priorités, les droits et les réalités vécues des Premières Nations. Ces séances de mobilisation visent à éclairer tant les dimensions techniques que politiques des lignes directrices, notamment l'accès aux données, la gouvernance, les voies de mise en œuvre et la protection du savoir autochtone et de l'utilisation traditionnelle des terres.

Contexte de la cartographie des zones inondables en Saskatchewan

Les inondations demeurent un problème persistant et, dans de nombreux cas, chronique pour les Premières Nations de la Saskatchewan. De nombreuses communautés sont situées dans des zones façonnées par des réinstallations historiques, des aménagements en amont et des décisions d'infrastructures qui ont accru l'exposition au risque d'inondation. Les inondations saisonnières, les embâcles, la fonte rapide des neiges et les événements de précipitations extrêmes continuent de causer des dommages aux logements, aux routes, aux réseaux d'eau potable et d'eaux usées, ainsi qu'aux terres.

Malgré ces réalités, la couverture de la cartographie des zones inondables dans les Premières Nations de la Saskatchewan demeure inégale. Les limites de compétence, les modèles de prestation de programmes du gouvernement fédéral aux provinces et le manque de clarté en matière de responsabilité font souvent en sorte que les zones situées dans les réserves sont exclues des initiatives de cartographie, même lorsque la cartographie des zones inondables est requise pour accéder au financement d'urgence ou d'atténuation.

Les communautés font fréquemment état de leur incertitude quant à savoir si des cartes des zones inondables existent pour leurs territoires, où ces cartes sont conservées et comment (ou si) elles peuvent être consultées ou utilisées à des fins de planification.

Dans le même temps, les Premières Nations possèdent de vastes connaissances locales sur le comportement des inondations, les effets cumulatifs et les zones préoccupantes au sein de leurs territoires. Cependant, ces connaissances ne se reflètent pas toujours dans les produits ou processus officiels de cartographie des zones inondables, et les approches existantes peuvent ne pas correspondre aux priorités des communautés ou aux attentes en matière de gouvernance des données.

Objectif des séances de mobilisation

La séance de mobilisation des Premières Nations sur la cartographie des zones inondables en Saskatchewan, qui s'est tenue le 11 février 2026, s'inscrivait dans le cadre du processus de mobilisation nationale plus vaste de RNCan visant à éclairer l'élaboration des Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables. Cette séance s'appuyait directement sur une rencontre antérieure en présentiel organisée à Regina le 18 novembre 2025, qui a réuni des représentants des Premières Nations, des conseils tribaux et d'organisations des Premières Nations afin de dégager les premiers thèmes, les préoccupations et les enjeux systémiques liés aux inondations et à la cartographie des zones inondables en Saskatchewan.

La séance de Regina de novembre 2025 visait principalement à faire ressortir l'expérience vécue, les défis de gouvernance et les enjeux prioritaires liés au risque d'inondation, à l'accès aux données, aux limites territoriales et à la prestation des programmes. Les renseignements tirés de cette séance ont permis de cerner les domaines nécessitant une analyse plus approfondie, d'orienter la formulation des pistes de discussion et de mettre en lumière la diversité des perspectives des Premières Nations selon les régions géographiques et les contextes de gouvernance. Surtout, la rencontre de Regina a clairement démontré que les expériences relatives à la cartographie des zones inondables et aux programmes connexes varient considérablement d'une Nation et d'une région à l'autre, ce qui souligne la nécessité de poursuivre la mobilisation afin de permettre une participation plus large et des discussions plus détaillées.

La séance virtuelle de février 2026 a donc été conçue comme la continuité et l'approfondissement des travaux antérieurs, plutôt que comme un exercice isolé. Elle avait pour objectif d'examiner plus en détail les expériences, les lacunes et les priorités propres à la Saskatchewan; d'évaluer et de préciser la compréhension dégagée lors de la séance de novembre; et d'offrir un espace d'échange supplémentaire aux participants qui n'avaient pas pu y assister en présentiel. Le format virtuel a permis une participation géographiquement plus étendue et des discussions plus ciblées sur l'accès aux données, la capacité technique et les considérations de mise en œuvre liées à la cartographie des zones inondables.

Les objectifs de la rencontre de février étaient les suivants :

- Recueillir directement auprès des Premières Nations et de leurs organisations des témoignages sur leur expérience des inondations et de la cartographie des zones inondables.
- Recenser les obstacles liés au financement, à la gouvernance, à l'accès aux données et à la capacité technique.
- Comprendre comment les lignes directrices sur la cartographie des zones inondables peuvent mieux protéger l'utilisation traditionnelle des terres et le savoir autochtone.
- Déterminer les types de données, d'outils et de soutiens dont les communautés ont besoin pour prendre des décisions éclairées.
- Orienter l'amélioration des Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables en se fondant sur le vécu et les connaissances des experts locaux.

Cette démarche de mobilisation a mis l'accent sur l'écoute et l'apprentissage, en privilégiant la collecte de perspectives variées plutôt que la recherche d'un consensus ou la validation de solutions prédéterminées. Les constatations issues de la séance de février, combinées aux idées tirées de la rencontre de Regina de novembre 2025 et aux commentaires écrits ultérieurs, contribuent à faire évoluer la compréhension des lacunes, des possibilités et des conditions qui façonnent les pratiques actuelles de cartographie des zones inondables à l'égard des Premières Nations en Saskatchewan.

Comme les participants l'ont souligné tout au long des deux séances, la cartographie des zones inondables n'est pas perçue comme un exercice neutre ou seulement technique; elle influe

directement sur les décisions en matière d'occupation du territoire, l'admissibilité des infrastructures, les possibilités de logement et la planification communautaire à long terme, ce qui entraîne des conséquences concrètes sur la gouvernance pour les Premières Nations.

9.2 Aperçu de la mobilisation

- Date, format et approche d'animation de la séance.
- Premières Nations et organisations participantes.
- Approche de collecte et de synthèse de l'information.

Conception et approche de la mobilisation

La mobilisation des Premières Nations sur la cartographie des zones inondables en Saskatchewan a été conçue pour créer un espace de dialogue respectueux et structuré, axé sur l'expérience vécue, les réalités de la gouvernance et les défis pratiques liés à la cartographie des zones inondables. La démarche de mobilisation a mis l'accent sur l'écoute plutôt que sur la validation, sans attente de consensus ni d'aval à l'égard des politiques ou des approches existantes en matière de cartographie des zones inondables.

Un animateur autochtone adoptant une approche éclairée par le traumatisme a animé les séances, lesquelles visaient à encourager une discussion ouverte tout en reconnaissant la diversité des expériences, des priorités et des capacités des Premières Nations à travers la Saskatchewan. Les participants ont été invités à faire part de leurs points de vue en fonction du contexte propre à leur communauté, plutôt qu'à réagir à des solutions ou à des propositions techniques prédéterminées.

Détails de la séance

Une séance de mobilisation en présentiel s'est tenue le 18 novembre 2025 à Regina, en Saskatchewan, rassemblant des représentants de Premières Nations, d'organisations des Premières Nations et de Ressources naturelles Canada. Cette séance a porté sur le recensement des lacunes dans les pratiques de cartographie des zones inondables, la compréhension des priorités communautaires et l'examen de la gouvernance, de l'accès aux données et de l'utilisation traditionnelle des terres.

S'appuyant sur les thèmes abordés lors de la séance de Regina, une séance de mobilisation virtuelle s'est tenue le 11 février 2026 afin de permettre une participation plus large à l'échelle de la Saskatchewan. La séance virtuelle a permis d'approfondir les discussions sur les enjeux relevés précédemment, d'explorer plus en détail les besoins en matière d'accès aux données et de soutien technique, et d'examiner comment les Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables pourraient mieux répondre aux priorités des Premières Nations et à leurs contextes de prise de décision.

Les deux séances ont suivi un format de discussion animée structuré autour de questions d'orientation portant sur :

- les expériences relatives aux inondations et à leurs répercussions.
- l'accès aux données et aux outils de cartographie des zones inondables.
- les défis de gouvernance et de compétence.
- la protection de l'utilisation traditionnelle des terres.
- les priorités communautaires en matière de planification et de gestion des risques d'inondation.

Participation

Dans l'ensemble des deux séances, la participation reflétait une diversité de Premières Nations et d'organisations des Premières Nations de la Saskatchewan, témoignant de contextes géographiques, hydrographiques, communautaires et de gouvernance variés. La mobilisation comprenait une séance en présentiel tenue à Regina (18 novembre 2025) et une séance virtuelle permettant une participation plus large à l'échelle de la province (11 février 2026). Les participants ont apporté une expérience acquise dans la gestion des urgences, l'aménagement du territoire et la planification des infrastructures, l'intendance environnementale et les rôles de gouvernance.

La participation était volontaire et la démarche de mobilisation n'avait pas pour objectif d'être statistiquement représentative. Elle visait plutôt à recueillir des points de vue éclairés fondés sur une expérience directe des inondations et des processus de cartographie des zones inondables, dans une gamme de contextes communautaires et organisationnels.

La participation aux deux séances de mobilisation représentait un ensemble de Premières Nations et d'organisations des Premières Nations, la participation étant rendue possible en présentiel et en virtuel. La participation visait à favoriser un engagement géographique étendu tout en permettant des discussions approfondies grâce à la séance en présentiel. Les tableaux (5 et 6) récapitulatifs ci-dessous présentent un aperçu de la représentation organisationnelle et de la participation selon le format de mobilisation, afin de situer les perspectives présentées dans les sections suivantes.

Tableau 5 : Aperçu de la participation par organisation et par format.

Mesure de la participation	Nombre
Organisations uniques représentées	30
Premières Nations	26
Conseils tribaux	4
Nombre total de participants	51
Participants virtuels	31
Participants en présentiel	20
Organisations ayant participé sous les deux formats	2

Tableau 6 : Participation par type d'organisation et par format de mobilisation.

Format de la séance	Premières Nations	Conseils tribaux et organisations des Premières Nations
Virtuel	25	6
En présentiel	14	6

Thèmes clés et questions d'orientation

Les séances de mobilisation étaient articulées autour d'un ensemble de thèmes centraux destinés à faciliter la discussion sur les expériences, les défis et les priorités en matière de cartographie des zones inondables, du point de vue des Premières Nations. Les questions d'orientation ont été conçues

pour encourager le partage d'expériences vécues et de considérations liées à la gouvernance, plutôt que pour solliciter une validation technique ou un consensus.

Expérience et contexte des inondations

- La manière dont les inondations touchent les communautés au fil du temps, y compris les répercussions cumulatives et répétées.
- Les différences dans le comportement des inondations selon les régions, les bassins hydrographiques et les types de terres.
- La relation entre les décisions historiques relatives à l'occupation du sol, les infrastructures et le risque d'inondation actuel.

Expériences en matière de cartographie des zones inondables

- Sensibilisation de la communauté aux processus et aux produits de cartographie des zones inondables.
- Expériences liées à l'accès, à l'utilisation ou à l'exclusion à l'égard des initiatives de cartographie des zones inondables.
- Utilité perçue ou limites des renseignements existants sur la cartographie des zones inondables.

Gouvernance et compétence

- L'intersection des rôles fédéraux, provinciaux et autochtones dans les activités de cartographie des zones inondables.
- Répercussions des limites territoriales et administratives sur la couverture de la cartographie des zones inondables et la prise de décision.
- Défis liés à la navigation entre les responsabilités et les obligations de reddition de comptes des différents gouvernements.

Accès aux données et aux renseignements techniques

- Disponibilité et accessibilité de la cartographie des zones inondables et des données environnementales.

- Difficultés d'interprétation des renseignements techniques à des fins de planification communautaire.
- Outils, formats ou soutiens susceptibles d'améliorer l'utilisabilité des données disponibles.

Capacité et soutien

- Disponibilité de l'expertise technique, du personnel et des ressources au sein des communautés.
- Obstacles administratifs et financiers à la participation aux initiatives de cartographie des zones inondables.
- Types de formation ou de soutien technique qui permettraient un engagement durable.

Répercussions sur les infrastructures, le logement et la planification

- Conséquences des inondations sur l'état des logements, les infrastructures essentielles et le développement.
- Influence des renseignements de cartographie des zones inondables sur les décisions d'aménagement du territoire.
- Contraintes pesant sur la planification à long terme en raison des répercussions récurrentes des inondations.

Utilisation traditionnelle des terres et considérations culturelles

- Répercussions des inondations sur les zones d'utilisation traditionnelle des terres et les sites d'importance culturelle.
- Considérations relatives à la protection des renseignements sensibles et des lieux patrimoniaux.
- Harmonisation des approches de cartographie des zones inondables avec les relations traditionnelles des Autochtones avec la terre.

Savoir autochtone et gouvernance des données

- Rôle du savoir autochtone dans la compréhension du comportement des inondations et des changements environnementaux.

- Attentes concernant le consentement, l'intendance et l'utilisation des renseignements partagés.
- Conditions requises pour instaurer la confiance envers les processus de cartographie des zones inondables.

Besoins futurs et priorités

- Caractéristiques des outils de cartographie des zones inondables favorisant une prise de décision éclairée.
- Soutiens nécessaires pour passer d'une intervention réactive à une planification proactive.
- Conditions dans lesquelles les initiatives de cartographie des zones inondables seraient considérées comme efficaces et significatives.

Collecte et synthèse de l'information

La discussion a été consignée au moyen de notes détaillées, en mettant l'accent sur la saisie précise des enjeux soulevés, des points de convergence et des zones de divergence. Aucune attribution directe n'a été faite à des participants ou communautés à titre individuel dans les rapports produits.

À la suite des séances, les notes ont été révisées et synthétisées afin de dégager les thèmes récurrents, les préoccupations principales et les observations pertinentes pour les pratiques et la gouvernance de la cartographie des zones inondables. Ces constats synthétisés constituent la base des sections « Ce que nous avons entendu » et « Ce que nous avons appris » du présent rapport.

La validation par les participants est prévue à titre d'étape ultérieure avant la finalisation des livrables de rapport, afin d'assurer l'exactitude, une représentation respectueuse et une interprétation appropriée des points de vue partagés.

Les perspectives présentées dans ce rapport reflètent les points de vue des Premières Nations et des conseils tribaux participants et ne visent pas à exprimer la position ou la politique d'une organisation provinciale ou d'un organisme de regroupement en particulier.

9.3 Ce que nous avons entendu

Tant lors de la séance en présentiel du 18 novembre 2025 à Regina que lors de la séance virtuelle du 11 février 2026, les participants des Premières Nations ont décrit les inondations comme une réalité récurrente et cumulative, façonnée par des décisions historiques relatives aux terres, des lacunes en matière de gouvernance et des modèles de programmes largement réactifs. Bien que les situations locales varient, les participants ont souligné que les systèmes actuels de cartographie des zones inondables ne concordent souvent pas avec les besoins, les priorités ou l'autorité décisionnelle de leurs communautés.

L'inondation comme expérience chronique et cumulative

Les participants ont décrit l'inondation comme une condition récurrente qui compromet la planification à long terme et la stabilité de la communauté, plutôt que comme une simple série d'événements dangereux isolés. Plusieurs communautés subissent des inondations chaque année ou font face à une nappe phréatique élevée de manière persistante, ce qui déstabilise le terrain bien au-delà de la saison des crues.

Un participant a résumé l'impact cumulatif avec concision :

« Nous ne pouvons pas construire de nouvelles maisons parce que nous sommes toujours occupés à réparer celles qui ont été endommagées. »

D'autres ont fait remarquer que les répercussions des inondations sont étroitement liées aux réinstallations historiques, au développement en amont, aux barrages, aux projets de drainage et à l'altération des réseaux hydrographiques :

« Les mauvaises politiques et les mauvaises pratiques d'occupation des sols continuent de pénaliser les Premières Nations. »

Le risque d'inondation a souvent été qualifié de structurel plutôt que de naturel, l'exposition répétée limitant la capacité des communautés à dépasser le stade de l'intervention d'urgence pour s'orienter vers une planification à long terme.

Modèles de programmes réactifs et cycles de dépendance

De nombreux participants ont décrit les programmes existants liés aux inondations comme étant principalement réactifs plutôt que préventifs. L'aide d'urgence n'est souvent déclenchée qu'après l'apparition des dommages, ce qui renforce les cycles de réparation, d'évacuation et de reconstruction sans traiter les causes sous-jacentes.

Un participant a formulé cette tension directement :

« N'obtenir de l'aide qu'une fois des dommages importants causés renforce la dépendance plutôt que la souveraineté. »

D'autres se sont interrogés sur l'utilité de s'engager à répétition dans des processus de planification ou de consultation lorsque les investissements préventifs ne suivent pas :

« À quoi ça sert de discuter si nous finissons toujours par réagir chaque année? »

Ce constat a mis en lumière un écart entre les activités de mobilisation et les résultats tangibles, de nombreux participants réclamant des interventions plus précoces, un soutien à l'atténuation et des investissements axés sur la planification.

Limites territoriales et responsabilités morcelées

La complexité des compétences d'attribution a été soulevée comme un obstacle majeur à une cartographie efficace des zones inondables. Les participants ont décrit comment les initiatives provinciales de cartographie des zones inondables s'arrêtent souvent aux limites des réserves, laissant les terres de réserve non cartographiées alors même que ces renseignements sont exigés pour accéder au financement ou à l'aide d'urgence.

Comme l'a exprimé un participant :

« C'est presque comme s'il fallait créer une carte juste pour trouver où se trouvent les données. »

Les participants ont également décrit une responsabilité morcelée entre les gouvernements fédéral, provinciaux et autochtones, soulignant que des rôles flous et des critères d'admissibilité incohérents créent des obstacles administratifs et retardent les interventions. Les communautés se retrouvent souvent à devoir naviguer entre de multiples organismes sans disposer d'une feuille de route claire

pour gérer les risques d'inondation.

Accéder aux données ne signifie pas les comprendre

Bien que les participants aient reconnu l'existence de certaines données de cartographie des zones inondables, beaucoup ont souligné qu'un accès sans interprétation n'offre qu'une valeur limitée. Les communautés ont fait part de difficultés à localiser les cartes d'inondation, à déterminer qui les détient et à savoir comment les utiliser à des fins d'aménagement du territoire ou de prise de décision.

Un participant a résumé cette frustration en termes simples :

« C'est une chose d'avoir accès aux données, c'en est une autre de les comprendre. »

D'autres ont décrit le défi de devoir naviguer entre de multiples portails, organismes et ensembles de données :

« C'est presque comme s'il fallait créer une carte juste pour trouver où se trouvent les données. »

Les coûts élevés des logiciels exclusifs, le manque de formation et la complexité technique des produits d'ingénierie ont été cités comme des obstacles importants, même lorsque les jeux de données sont techniquement accessibles.

Les contraintes de capacité comme conditions structurelles

Les participants ont souligné que les défis liés à la capacité ne découlent pas d'un manque de volonté ou d'intérêt à l'échelle communautaire. Ils ont plutôt expliqué que ces difficultés découlent de la conception même des programmes et des processus de demande, qui présupposent souvent l'accès à une capacité technique, administrative et financière dont les communautés ne disposent pas nécessairement.

Les processus de demande ont été décrits comme particulièrement lourds :

« La demande exigeait des détails techniques que nous n'avions tout simplement pas les moyens de fournir. »

D'autres ont noté que même lorsque les données sont disponibles, les communautés manquent de personnel dédié pour les interpréter ou les appliquer :

« Accéder aux données d'organismes comme RNCan ou la Water Security Agency dépasse nos capacités, ce qui nous maintient dans une position réactive. »

Les participants ont insisté sur le fait que, sans un soutien technique et une formation soutenus, la cartographie des zones inondables demeure une démarche imposée aux communautés plutôt que réalisée avec elles.

Répercussions sur le logement, les infrastructures et le bien-être de la communauté

Les participants ont décrit comment les inondations touchent le logement, les infrastructures et la santé, selon des modalités qui s'aggravent et se combinent mutuellement. Les participants ont mentionné les refoulements d'égout, la moisissure, la détérioration des structures et des conditions de vie insalubres affectant le bien-être physique et mental.

Un participant a mis en lumière le coût humain :

« L'eau d'inondation pénètre dans la réserve et y apporte la contamination. »

Les évacuations et les déplacements répétés ont été décrits comme effritant la stabilité de la communauté et la confiance envers les systèmes de planification censés renforcer la résilience.

Répercussions sur l'utilisation traditionnelle des terres et les zones culturelles

Les participants ont fait part de leurs préoccupations quant aux effets des inondations sur les zones d'utilisation traditionnelle des terres, notamment les territoires de chasse, les terres agricoles, les espaces cérémoniels et les sites d'importance culturelle. Les modifications des réseaux hydrographiques ont été décrites comme altérant des paysages stables depuis des générations.

Un participant a souligné la nécessité d'une compréhension adaptée au contexte :

« Les inondations dans le Sud sont différentes de celles dans le Nord; demandez aux Aînés. »

D'autres se sont dits préoccupés par le fait que les processus de cartographie des zones inondables puissent exposer des sites sensibles ou servir à justifier des réinstallations sans le consentement de la communauté.

Savoir autochtone, gouvernance des données et confiance

Les participants ont souligné que le savoir autochtone (détenu par les Aînés et les usagers du territoire) apporte un éclairage essentiel sur le comportement des inondations, les tendances historiques et les changements environnementaux. Des exemples d'histoires orales, de surveillance sur le terrain et d'observations à long terme ont été partagés à titre de contributions à la compréhension des inondations.

Un participant a expliqué :

« Les Aînés marquaient les crêtes de crue avec des piquets pour que les gens sachent où reconstruire en toute sécurité. »

Dans le même temps, les participants ont insisté sur l'importance de la gouvernance des données, du consentement et de la confiance. Des inquiétudes ont été soulevées quant à savoir qui contrôle les données de cartographie des zones inondables, comment elles sont partagées et si les communautés tirent avantage de leur utilisation. Plusieurs participants ont souligné que la confiance est ébranlée lorsque la mobilisation ne se traduit pas par des résultats concrets.

Zones de convergence

Malgré les différences régionales et contextuelles, une forte convergence s'est dégagée sur la nécessité :

- d'approches de cartographie des zones inondables proactives et préventives.
- d'une coordination et d'une responsabilité plus claires entre les gouvernements.
- de données accessibles et interprétables soutenues par de la formation et de l'assistance technique.
- et du leadership autochtone dans la conception, l'interprétation et les applications de la cartographie des zones inondables.

Comme l'a résumé un participant :

« Demandez-nous ce qui est bon pour notre peuple. »

9.4 Ce que nous avons appris

La mobilisation a mis en lumière que les défis liés à la cartographie des zones inondables pour les Premières Nations de la Saskatchewan ne sont pas principalement de nature technique. Ils découlent plutôt des structures de gouvernance, des modèles de prestation et des suppositions qui sous-tendent les programmes et façonnent la façon dont l'information sur la cartographie des zones inondables est produite, consultée, interprétée et appliquée. Les enseignements ci-dessous reflètent les répercussions pour les politiques et la conception des programmes fédéraux, plutôt que des évaluations de la capacité des communautés ou de leur engagement.

La cartographie des zones inondables a des répercussions directes sur la gouvernance

La cartographie des zones inondables influence les décisions d'occupation des sols, l'admissibilité des infrastructures, le développement du logement et la planification à long terme. Les participants ont expliqué que lorsque la cartographie est effectuée ou appliquée sans le leadership des Autochtones et sans leur consentement éclairé, cela peut mener à des décisions qui restreignent les options de la communauté ou transfèrent le risque sur les Premières Nations sans leur accorder l'autorité correspondante.

La mobilisation a souligné que les cartes d'inondation ne sont pas de simples outils de référence neutres; elles entraînent des conséquences pratiques et politiques. Comme le reflètent les points de vue des participants, les guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables ont des répercussions sur la manière dont les Premières Nations sont impliquées dans l'interprétation, l'application et l'utilisation des résultats de cartographie, au-delà d'une participation limitée à des activités de consultation.

Les modèles de prestation réactifs limitent la résilience à long terme

Les expériences des participants ont démontré que la programmation liée aux inondations est largement structurée autour de l'intervention post-événement plutôt que sur la prévention ou l'atténuation. Cette orientation réactive a été décrite comme limitant la capacité des communautés à planifier le logement, les infrastructures et l'occupation des sols de manière à réduire l'exposition à long terme au risque d'inondation.

La mobilisation a confirmé que les initiatives de cartographie des zones inondables sont plus efficaces lorsqu'elles s'alignent sur des efforts de planification proactive, plutôt que d'être utilisées pour intervenir une fois les dommages survenus. Les participants ont observé que sans un soutien plus précoce et plus soutenu, l'information sur la cartographie des zones inondables est moins en mesure d'éclairer la prise de décision fondée sur le risque.

Le morcellement des compétences nuit à la cohérence et à l'équité

En Saskatchewan, la cartographie des zones inondables est façonnée par des responsabilités fédérales, provinciales et autochtones qui se chevauchent et sont parfois mal harmonisées. Les modèles de prestation actuels ont été décrits comme entraînant une couverture incomplète, en particulier lorsque les terres de réserve se trouvent exclues des programmes de cartographie provinciaux tout en étant simultanément assujetties aux exigences fédérales en matière d'information à jour sur les inondations pour accéder aux fonds de rétablissement, d'atténuation et de préparation.

Un enseignement clé de cette mobilisation est que le morcellement entre les différentes compétences nuit à la cohérence et à l'équité des résultats de la cartographie des zones inondables. Les participants ont souligné qu'une coordination plus claire et des rôles mieux définis constituent des considérations importantes lors de la conception et de l'application des volets de gouvernance et de mise en œuvre. Sans une meilleure harmonisation, les participants ont estimé que les améliorations techniques à elles seules seraient insuffisantes pour combler les lacunes existantes.

La disponibilité des données n'équivaut pas à leur utilisabilité

La mobilisation a précisé que l'existence de jeux de données ou de portails en libre accès ne garantit pas un accès véritablement utile. Les données de cartographie des zones inondables sont souvent dispersées, hautement techniques et difficiles à interpréter sans outils spécialisés ou soutien. En conséquence, les communautés peuvent se retrouver dans l'impossibilité d'utiliser l'information disponible pour éclairer les décisions locales.

Cela met en lumière la nécessité pour les programmes et guides d'orientation fédéraux d'aborder la question de l'utilisabilité parallèlement à celle de la disponibilité. Les participants ont insisté sur l'importance du soutien à l'interprétation, de la formation, de l'orientation en langage clair et des

outils culturellement appropriés, tant dans leur conception que dans leur présentation, comme composantes essentielles de systèmes efficaces de cartographie des zones inondables.

Les contraintes de capacité reflètent des choix de conception des systèmes

Les défis de capacité relevés lors de la mobilisation sont ancrés dans la conception des programmes plutôt que dans la volonté ou l'intérêt des communautés. Les participants ont décrit comment les structures de financement, les exigences de demande, les seuils techniques et la complexité administrative créent des obstacles qui limitent un engagement soutenu envers les initiatives de cartographie des zones inondables.

Un enseignement fondamental de la démarche de mobilisation est que le renforcement des capacités est un élément constitutif de programmes efficaces de cartographie des zones inondables. Les participants ont souligné l'importance d'un financement prévisible, de l'accès à une expertise technique de confiance et d'occasions de développement progressif des compétences afin d'appuyer la transition d'une intervention réactive vers une planification mieux éclairée.

Le savoir autochtone doit éclairer la prise de décision dès le départ

Le savoir autochtone offre un éclairage important sur la dynamique des inondations, les changements environnementaux cumulatifs et les répercussions sur l'occupation des sols qui ne peuvent pas être saisis uniquement par des jeux de données techniques. La mobilisation a mis en évidence qu'une cartographie efficace des zones inondables est plus susceptible de se concrétiser lorsque le savoir autochtone est intégré dès le début du processus, plutôt que d'être ajouté comme apport complémentaire une fois les travaux techniques terminés.

Les participants ont observé que les approches qui séparent le savoir autochtone de la prise de décision peuvent produire des cartes techniquement valides, mais mal adaptées ou incomplètes à l'échelle locale.

La gouvernance des données et le consentement sont des exigences fondamentales

La confiance envers les initiatives de cartographie des zones inondables repose sur des principes clairs relatifs à la propriété des données, au consentement et à l'intendance. Les participants ont souligné que les processus de cartographie doivent refléter le contrôle communautaire sur la manière dont les

renseignements relatifs à leurs terres et territoires sont recueillis, utilisés et partagés.

Cet enseignement souligne l'importance d'intégrer les principes de consentement et de gouvernance des données autochtones en tant qu'éléments centraux et non facultatifs des guides d'orientation sur la cartographie des zones inondables.

Synthèse

Dans l'ensemble, la mobilisation indique qu'une meilleure cartographie des zones inondables pour les Premières Nations de la Saskatchewan dépend de conditions de gouvernance, de prestation et de soutien, et pas uniquement de perfectionnements techniques. Les Guides d'orientation sur la cartographie des zones inondables qui ne prennent pas ces conditions en compte risquent de perpétuer des approches réactives et des iniquités existantes, même là où la qualité ou la cohérence des données s'améliore.

9.5 Considérations relatives aux Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables

Les considérations suivantes reflètent la manière dont les Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables pourraient mieux soutenir les Premières Nations de la Saskatchewan en répondant aux conditions de gouvernance, de prestation et de mise en œuvre cernées dans le cadre de la mobilisation. Ces considérations ne sont pas exhaustives, mais visent à éclairer l'évolution des guides d'orientation de façon à améliorer l'équité, l'utilisabilité et l'efficacité à long terme.

Positionner les Premières Nations en tant que décideurs

Les participants ont souligné que les décisions de cartographie des zones inondables ont des répercussions directes sur l'occupation des sols, les infrastructures et la planification communautaire à long terme. Dans ce contexte, les lignes directrices ont des répercussions sur la façon dont les Premières Nations sont impliquées dans les processus de cartographie des zones inondables qui touchent leurs terres et leurs territoires. Cela comprend la participation non seulement aux activités de cartographie, mais aussi à la définition des priorités, à l'interprétation des résultats et aux décisions sur la façon dont les renseignements de cartographie des zones inondables sont appliqués

dans les contextes d'aménagement et de développement.

Le libellé du guide d'orientation qui décrit les Premières Nations principalement comme des parties prenantes ou des entités consultées a été jugé inadéquat par les participants pour refléter l'autorité de gouvernance et l'expérience vécue par les Autochtones.

Préciser les rôles décisionnels dans les guides d'orientation peut contribuer à favoriser des attentes plus uniformes chez toutes les parties prenantes.

Intégrer la cartographie des zones inondables dans les cadres de planification proactive

Les participants ont constamment décrit la cartographie des zones inondables comme étant d'autant plus utile lorsqu'elle est reliée à la planification proactive, à l'atténuation et aux investissements dans les infrastructures, plutôt qu'utilisée principalement après l'arrivée des dommages. L'harmonisation entre les initiatives de cartographie des zones inondables et le développement du logement, l'aménagement du territoire et les objectifs de résilience communautaire à long terme a été cernée comme une considération importante pour l'application des guides d'orientation.

Lorsque cette harmonisation fait défaut, les participants ont suggéré que les efforts de cartographie des zones inondables risquent de demeurer déconnectés des échéanciers décisionnels et des processus de financement, ce qui limite leur valeur pratique pour les communautés confrontées à un risque d'inondation chronique.

L'élaboration précoce de cartes d'inondation alignées sur les échéanciers décisionnels et les processus de financement peut appuyer des efforts proactifs de préparation et d'atténuation, brisant ainsi le cycle de dommages et de réparations pour les communautés confrontées à un risque d'inondation chronique.

Aborder la coordination intergouvernementale et les lacunes de couverture

Les résultats de la mobilisation ont souligné que le morcellement des compétences est un facteur qui nuit à la cohérence et à l'équité des résultats de la cartographie des zones inondables pour les Premières Nations. En particulier, les participants ont décrit comment les initiatives de cartographie provinciales peuvent ne pas s'étendre aux terres de réserve, même lorsque les renseignements sur la cartographie des zones inondables sont nécessaires pour appuyer la planification ou accéder à

certains programmes fédéraux.

Les participants ont souligné qu'une coordination plus claire et des rôles mieux définis constituent des considérations pertinentes lors de l'application des guides d'orientation d'une compétence à l'autre. Sans une meilleure harmonisation, les améliorations techniques à elles seules ont été jugées insuffisantes pour résoudre les lacunes en matière de couverture ou de mise en œuvre.

Concevoir pour l'utilisabilité, pas seulement pour la disponibilité des données

Les guides d'orientation devraient mettre l'accent sur l'utilisabilité comme principe de conception fondamental. Cela comprend les attentes liées :

- à l'interprétation en langage clair.
- aux outils visuels adaptés à la prise de décision communautaire.
- aux soutiens à la formation et au renforcement des capacités.
- aux outils conçus et présentés de manière culturellement appropriée, de même que des conseils sur la façon d'appliquer les produits de cartographie des zones inondables dans des contextes de planification précis.

S'assurer que les données sont techniquement disponibles sans traiter de la façon dont elles peuvent être utilisées risque de limiter l'efficacité des initiatives de cartographie des zones inondables, en particulier pour les communautés ne disposant pas d'une capacité technique spécialisée.

Traiter le renforcement des capacités comme un élément fondamental

Le renforcement des capacités devrait être ancré dans les attentes des guides d'orientation plutôt que traité comme une considération externe ou facultative. Les participants ont souligné l'importance :

- d'un soutien prévisible et soutenu dans le temps.
- de l'accès à une expertise technique de confiance.
- des occasions de développement progressif des compétences.

Concevoir des initiatives de cartographie des zones inondables en présupposant une capacité technique risque d'exclure les communautés d'une participation significative et de renforcer les schémas de mobilisation réactifs.

Intégrer le savoir autochtone dès le départ

Les guides d'orientation devraient appuyer l'inclusion du savoir autochtone en tant que partie intégrante des processus de cartographie des zones inondables, depuis la définition initiale de la portée jusqu'à l'interprétation et l'application. Les systèmes de savoirs autochtones fournissent un contexte essentiel pour comprendre le comportement des inondations, les répercussions sur l'occupation des sols et les changements environnementaux, et ils devraient éclairer à la fois les décisions techniques et de gouvernance.

Les participants ont noté que le libellé du guide d'orientation qui présente le savoir autochtone comme un apport secondaire risque de marginaliser son rôle et de limiter la pertinence des résultats de la cartographie des zones inondables.

Ancrer les principes de gouvernance des données, de consentement et d'intendance

Les considérations relatives à la gouvernance des données devraient être clairement articulées dans les guides d'orientation. Cela comprend les attentes liées :

- au consentement pour la collecte de données et leur utilisation.
- au contrôle sur la façon dont l'information est partagée.
- à la protection des sites culturellement sensibles.
- au respect de la souveraineté des données autochtones.

L'ancrage des principes de gouvernance des données dans les guides d'orientation favorise la confiance, réduit les risques de préjudice et aligne les pratiques de cartographie des zones inondables sur les droits des Autochtones et les attentes en matière de gouvernance.

Appuyer des approches de cartographie graduelles et adaptées aux besoins

Les participants ont souligné que les communautés ont des besoins, des priorités et des points de départ variables. Une approche graduelle de la cartographie des zones inondables (permettant différents niveaux de complexité technique et d'application) a été vue comme un moyen de soutenir les progrès sans imposer des exigences uniformes qui pourraient ne pas correspondre aux réalités locales.

Des approches adaptées aux besoins peuvent permettre aux communautés d'accéder à des outils de cartographie des zones inondables qui conviennent à leurs besoins décisionnels immédiats, tout en préservant des voies vers une cartographie plus avancée lorsque cela est approprié.

Considérations relatives à la mise en œuvre

Dans l'ensemble, ces considérations suggèrent que l'efficacité des Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables dépend non seulement de normes techniques, mais aussi de la façon dont les initiatives de cartographie des zones inondables sont régies, soutenues et intégrées dans des processus de planification plus larges. Les participants ont estimé que les approches qui tiennent compte de ces facteurs sont plus susceptibles de produire des résultats de cartographie des zones inondables qui sont équitables, applicables et dignes de la confiance des Premières Nations.

9.6 Prochaines étapes

Les conclusions synthétisées dans ce rapport éclaireront l'évolution continue des Guides d'orientation fédéraux sur la cartographie des zones inondables ainsi que la programmation fédérale connexe. Les prochaines étapes suivantes reflètent l'engagement de RNCan envers l'exactitude, la transparence et une collaboration continue avec les Premières Nations, tout en respectant l'objectif et la portée du processus de mobilisation.

Validation par les participants

Les résumés de réunion des deux séances de mobilisation ont été partagés avec l'ensemble des participants à la suite des séances, et les participants ont eu l'occasion d'examiner les résumés et de soumettre des commentaires supplémentaires ou des clarifications. Les commentaires reçus dans le cadre de ce processus ont éclairé la synthèse des thèmes et des enseignements présentés dans ce rapport.

Intégration dans les orientations fédérales et les discussions politiques

RNCan présentera les résultats de la mobilisation dans le cadre des forums techniques et politiques nationaux pertinents, y compris les groupes de travail interministériels et intergouvernementaux impliqués dans la cartographie des zones inondables, l'évaluation des risques et l'adaptation aux changements climatiques. Ces discussions examineront la façon dont les considérations relevées

peuvent être prises en compte dans le cadre des structures fédérales existantes et en évolution.

Poursuite de la mobilisation et du partage d'information

RNCan s'est engagé à maintenir un dialogue continu avec les partenaires autochtones au fur et à mesure que le perfectionnement des guides d'orientation progresse. Cela comprend le partage d'informations sur les outils, jeux de données et soutiens disponibles liés à la cartographie des zones inondables, ainsi que des mises à jour sur la façon dont les commentaires issus de la mobilisation influencent les approches fédérales.

Limites et portée

Ce rapport reflète les perspectives partagées lors de deux séances de mobilisation avec les Premières Nations de la Saskatchewan et doit être interprété dans le cadre de cette portée. La participation était volontaire et ne visait pas à être statistiquement représentative de l'ensemble des Premières Nations ou des contextes régionaux. La mobilisation ne cherchait pas à évaluer la capacité des communautés, à évaluer la conformité technique des produits de cartographie des zones inondables existants, ni à examiner le rendement de programmes ou de compétences en particulier. Elle a plutôt mis l'accent sur le recensement des conditions systémiques (par exemple., la gouvernance, l'accès aux données, les modèles de prestation et les structures de soutien) qui façonnent la façon dont l'information de cartographie des zones inondables est produite, consultée, comprise et appliquée. En tant que tels, les constats mettent en lumière des enjeux d'une pertinence plus large tout en demeurant ancrés dans les expériences spécifiques partagées.

10. Conclusion

L'inondation est la catastrophe la plus fréquente et la plus coûteuse susceptible de toucher les Canadiens à tout moment de l'année. La programmation fédérale liée à la cartographie des zones inondables et à la gestion des urgences dans les communautés autochtones est vaste, mais morcelée. Bien qu'il existe un large éventail de programmes, l'absence d'intégration, de financement axé sur les risques et de modèles formels de gouvernance dirigés par les Autochtones a mené à la fois à des lacunes dans les services et à des inefficacités. Une collaboration accrue, des processus de demande simplifiés et le fait de placer les communautés autochtones au cœur de la conception et de la gouvernance de ces programmes sont essentiels pour mieux s'aligner sur les priorités communautaires et les réalités climatiques. Des recommandations ont été élaborées sur la base des lacunes répertoriées afin de s'assurer que les services sont accessibles, équitables, culturellement inclusifs et qu'ils favorisent l'autodétermination et la réconciliation. En travaillant ensemble dans le cadre de relations solides fondées sur la confiance, la transparence et la bonne volonté, les communautés autochtones et le gouvernement peuvent mieux aborder la prévention et l'adaptation aux inondations et protéger nos terres sacrées et nos communautés pour les générations à venir.

Annexe A : Références

Acosys Consulting. (2023). Indigenous flood mapping guideline: Phase 4 Final Report. Natural Resources Canada. https://doi.org/10.4095/331964.

Affaires autochtones et du Nord Canada (2021, 17 juin). Transformation. Gouvernement du Canada. https://www.canada.ca/fr/affaires-autochtones-nord.html.

Akwen, N. S., Fisher, A. J. & Antonini, N. (2019). The Ochapowace Nation Kehte-Ayak Oral History Project Report. Ochapowace Nation.

Assemblée des Premières Nations (2024, printemps). Proposed Independent Centre for the Resolution of Specific Claims. Consulté à l'adresse : https://afn.bynder.com/m/4698681f5b5a8ed1/original/Proposed-Independent-Centre-for-the-Resolution-of-Specific-Claims.pdf.

Ball, D. (2012, 23 septembre). First Nation flood evacuees back home but must boil water. Indian Country Today https://ictnews.org/archive/first-nation-flood-evacuees-back-home-but-must-boil-water/.

Bureau du vérificateur général du Canada (2022, 8 novembre). Déclaration d'ouverture devant le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord. La gestion des urgences dans les collectivités des Premières Nations - Services aux Autochtones Canada. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://www.canada.ca/fr/verificateur-general.html.

CBC (2013, 2 avril). Cowessess prepares for next flood [Video]. https://www.cbc.ca/player/play/video/1.437474.

Commission des revendications des Indiens (2005, décembre). Rapport de médiation - négociations avec la Qu'appelle Valley Indian Development Authority (QVIDA) au sujet des inondations. R. Dupuis, Chief Commissioner. Consulté à l'adresse : https://publications.gc.ca/collections/collection_2009/indianclaims/RC31-83-2005F.pdf.

Cote First Nation (2022, 26 juillet). Comprehensive Community Plan. Implementation Table. https://cotefirstnation.ca/wp-content/uploads/2022/10/implementation-table-10-themes-CLEAN-COPY-Oct-2022.pdf.

Environnement et Changement climatique Canada (2025, 27 août). Gardiens autochtones. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/financement-environnement/gardiens-autochtones.html.

Federation of Sovereign Indigenous Nations. (2023). FSIN Emergency Management Policy Secretariat 2023 & Beyond. Consulté à l'adresse : https://www.fsin.ca.

Gouvernement du Canada (2011). Fishing Lake Flood Control Backgrounder.

Gouvernement du Canada (2021). Kahkewistahaw First Nation Special Update (2020): Growing Economic Development Driving our Sovereignty Forward.

Gouvernement du Canada (2021). The Key First Nation CCP Final.

Gouvernement du Canada (2024). Muskowekwan First Nation Consolidated Financial Statements.

Gouvernement du Canada (2024). Whitecap Dakota First Nation Comprehensive Community Plan.

Government of British Columbia (2025). Modernized emergency management legislation. Consulté à l'adresse : https://www2.gov.bc.ca/gov/content/safety/emergency-management/emergencymanagement/legislation-and-regulations/modernizing-epa.

Government of Saskatchewan. (2024, 4 juillet). Major investment to support communities at high risk flooding. Consulté à l'adresse : https://www.saskatchewan.ca/government/news-and-media/2024/july/04/water-security-agency-investing-1-million-in-water-infrastructure-projects-to-provide-a-sustainable.

Government of Saskatchewan; Government of Manitoba. (2015). Saskatchewan – Manitoba Memorandum of Understanding Respecting Water Management.

Government of The Northwest Territories. (2021). Working together to manage our shared waters. Alberta-Northwest Territories Bilateral Management Committee Annual Report to Ministers. Consulté à l'adresse : https://www.gov.nt.ca/ecc/sites/ecc/files/resources/128-14077-ab-nwt_shared_waters_ar2021_web_0.pdf.

Hurlbert, M. (2018). The challenge of integrated flood risk governance: Case studies in Alberta and Saskatchewan, Canada. International Journal of River Basin Management, 16:3, 287-297. https://doi.org/10.1080/15715124.2018.1439495.

International Joint Commission. Chiasson, C. (2024, décembre). Inaugural meeting brings Indigenous circle of experts together with Commissioners.

Kotzer, M. (2013, 16 avril). 11 First Nations declare a state of emergency. CBC News. https://www.cbc.ca/news/canada/saskatchewan/11-first-nations-declare-a-state-ofemergency-1.1387024.

Logement, Infrastructures et Collectivités Canada (2024, 8 août). Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes : Aperçu. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://logement-infrastructure.canada.ca/dmaf-faac/index-fra.html

Logement, Infrastructures et Collectivités Canada (2025, 21 mars). Carte des projets de logement et d'infrastructure. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://logement-infrastructure.canada.ca/gmap-gcarte/index-fra.html.

Maurice Law, Barristers & Solicitors. (2022, juillet). Piapot First Nation Specific Claims – Update Community Presentation.

MBC News. (2011, 16 août). Southern First Nations Facing Floods. https://www.mbcradio.com/2011/08/southern-first-nations-facing-floods.

MBC News. (2011, 26 avril). Flooding Continues to Impact First Nations. https://www.mbcradio.com/2011/08/flooding-continues-to-impact-first-nations.

MBC News. (2014, 2 juillet). Four Sask First Nations Declare States of Emergency After Flooding. https://www.mbcradio.com/2014/07/four-sask-first-nations-declare-states-of-emergency-after-flooding..

Metis Nation Council (2025). Emergency Management. Consulté à l'adresse : https://www.metisnation.ca/what-we-do/environment/emergency-management/.

Mora, M.; Johnston, A., Watson, M. & Bharadwaj, L. (2022). Honouring Water: The Mistawasis Néhiyawak Water Governance Framework. The International Indigenous Policy Journal, 13(3), 1-27. https://doi.org/10.18584/iipj.2022.13.3.14271.

O'Soup, C. (2023, 6 mars) FSIN Emergency Management – Pandemic Response: September 2022 Final Report. Federation of Sovereign Indigenous Nations. Consulté à l'adresse : https://www.fsin.ca/.

Osmar, S. (2024, 4 juillet). Major Investment to Support Communities at High Risk Flooding. Water Security Agency. https://www.saskatchewan.ca/government/news-and-media/2024/june/04/water-security-agency-investing-1-million-in-water-infrastructure-projects-to-provide-a-sustainable.

O'Soup, C. (2019). Appendix-F-FSIN-Emergency Management Annual Report. Federation of Sovereign Indigenous Nations.

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (2023, 15 mars). Rapport ministériel sur les résultats 2017-2018. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1359569600624/1620670357766.

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (2023, 2 novembre). Programme d'adaptation aux changements climatiques des Premières Nations : projets financés de 2022 à 2023. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1698771955468/1698771985864.

Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (2023, 1 décembre). Programme de surveillance du climat dans les collectivités autochtones. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1509728370447/1594738205979.

Ressources naturelles Canada (2019, 5 septembre). Guide d'orientation fédéral en géomatique sur la cartographie des zones inondables. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://doi.org/10.4095/299811.

Ressources naturelles Canada (2023, 19 juin). Carte des gardiens autochtones. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://www.canada.ca/fr/environnement-changement-climatique/services/financement-environnement/gardiens-autochtones/carte.html.

Ressources naturelles Canada (2024). Guide d'orientation sur la mobilisation autochtone pour la cartographie des zones inondables. Consulté à l'adresse : https://ressources-naturelles.canada.ca/science-donnees/science-recherche/dangers-naturels/cartographie-inondations/guide-orientation-mobilisation-autochtone-cartographie-zones-inondables.

Rooban, A. (2019). Partners in Climate Action: How Beardy's and Okemasis' Cree Nation is addressing flood-related risks through knowledge sharing and collaboration. Prairies Regional Adaptation Collaborative.

Saskatchewan (Environment) v. Métis Nation – Saskatchewan, 2025 SCC 4 (CanLII), https://canlii.ca/t/k9rn4.

Saskatchewan First Nations Emergency Management. (Sans date) Mitigation. Preparedness. Response. Recovery. Emergency Planning For all First Nation People. https://www.sfnem.ca/#:~:text=In%20the%20event%20of%20a,our%20search%20and%20rescue%20operations.

Sécurité publique Canada (2013, 12 septembre). Base de données canadienne sur les catastrophes. https://bdc.securitepublique.gc.ca/dtpg-fra.aspx?cultureCode=en-Ca&provinces=12&eventTypes=%27FL%27&normalizedCostYear=1&dynamic=false&eventId=482.

Sécurité publique Canada (2023, 5-08 août). Programme national d'atténuation des catastrophes (PNAC). https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/dsstr-prvntn-mtgtn/ndmp/index-fr.aspx.

Sécurité publique Canada (2024, 6 décembre). Impacts des inondations au Canada. https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/ntnl-rsk-prfl/bckgrndr-flds-fr.aspx.

Sécurité publique Canada (2025, 20 janvier). Base de données canadienne sur les catastrophes. https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/rsrcs/cndn-dsstr-dtbs/index-fr.aspx.

Sécurité publique Canada (2025, 29 janvier) Le gouvernement du Canada modernise le programme de financement de reprise après sinistre. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://www.canada.ca/fr/securite-publique-canada/nouvelles/2025/01/le-gouvernement-du-canada-modernise-le-programme-de-financement-de-reprise-apres-sinistre.html.

Sécurité publique Canada (2025, 31 janvier). Lignes directrices sur les Accords d'aide financière en cas de catastrophe. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://www.securitepublique.gc.ca/cnt/mrgnc-mngmnt/rcvr-dsstrs/gdlns-dsstr-ssstnc/index-fr.aspx.

Services aux Autochtones Canada (2023, 5 juillet). Comparution devant le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord sur le Rapport 8 de la vérificatrice générale du Canada : Gestion des urgences dans les collectivités des Premières nations - Services aux Autochtones Canada. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1686052652832/1686052746906#chp9_3:~:text=de%20financement%20suppl%C3%A9mentaires.-,Saskatchewan,-R%C3%A9sum%C3%A9%20de%20l%27enjeu.

Services aux Autochtones Canada (2024, 8 mai). Programme de préparation et d'atténuation non structurelle aux fins de la gestion des urgences. https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1643393966351/1643393982606.

Services aux Autochtones Canada (2025, 21 mars). Reconstruire en mieux : Guide stratégique du Programme d'aide à la gestion des urgences. Gouvernement du Canada. Consulté à l'adresse : https://www.sac-isc.gc.ca/fra/1534954506773/1535121720820.

Seymour, C (2019). The Key First Nation Comprehensive Community Plan. Key First Nation. https://keyband.com/wp-content/uploads/2021/11/Key-First-Nation-CCP-FINAL.pdf.

Shrubsole, D., Brooks, G., Halliday, R., Haque, E., Kumar, A., Lacroix, J., Rasid, H., Rousselle, J., Simonovic, S.P. (2023). An Assessment of Flood Risk Management in Canada. Institute for Catastrophic Loss Reduction.

Thapa, A., Bradford, L., Strickert, G., Yu, X., Johnston, A., & Watson-Daniels, K. (2019). "Garbage in, Garbage Out" Does Not Hold True for Indigenous Community Flood Extent Modeling in the Prairie Pothole Region. Water, 11(12), 2486. https://doi.org/10.3390/w11122486.

Water Security Agency. (sans date) Flood Damage Reduction Program. Consulté à l'adresse : https://wsask.ca/irrigation-development/programs-and-funding/flood-damage-reduction-program/.

Water Security Agency. (sans date) Saskatchewan – Alberta Bilateral Water Management Agreement.

Wittrock, V., Halliday, R.A., Corkal, D.R., Johnston, M., Wheaton, E., Lettvenuk, J., Stewart, I., Bonsal, B., Geremia, M. (2018). Saskatchewan Flood and Natural Hazard Risk Assessment. Saskatchewan Research Council.

Annexe B : Acronymes et définitions

AAFCC — Accords d'aide financière en cas de catastrophe

APN — Adaptation des Premières Nations

APN — Assemblée des Premières Nations

ECCC — Environnement et Changement climatique Canada

FAAC — Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes

FNAS — Fédération des nations autochtones souveraines

GUPNS — Gestion des urgences des Premières Nations de la Saskatchewan

Lidar — Détection et télémétrie par lumière

MNS — Modèle numérique de surface

MNT — Modèle numérique de terrain

PAGU — Programme d'aide à la gestion des urgences

PCAP® — Propriété, contrôle, accès et possession

PICAI — Programme d'identification et de cartographie des aléas d'inondation

PNAC — Programme national d'atténuation des catastrophes

RCAANC — Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada

RNCan — Ressources naturelles Canada

SAC — Services aux Autochtones Canada

SGDOT — Système de gestion des données d'observation de la Terre

SIG — Système d'information géographique

SK — Saskatchewan

Annexe C : Projets en Saskatchewan

32 projets, investissement total de 7 703 808 $ de 2016 à 2027.

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Premières Nations d'Ahtahkakoop, Moosomin, Saulteaux, Mosquito, Grizzly Bear's Head, Lean Man, Red Pheasant, Sweetgrass	Chefs tribaux de Battlefords Agency (4451)	Projet d'évaluation des incidences des changements climatiques	Le Conseil tribal de Battlefords Agency (BATC) propose un projet visant à planifier les répercussions actuelles des changements climatiques sur ses six communautés membres. L'étude, que le BATC réalisera avec l'appui de son consultant, vise à planifier, chercher et évaluer les répercussions des changements climatiques relatives aux inondations et aux feux de forêt pour les infrastructures des communautés des Premières Nations du BATC. Les résultats de l'étude aideront à renforcer la compréhension des changements climatiques au sein des communautés du BATC, à définir les principaux domaines d'infrastructures les plus susceptibles d'être touchés par les changements climatiques et à cerner les mesures d'adaptation pour aborder les risques et les possibilités recensés.	2017 à 2018 : 187 598 $ Total : 187 598 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Divers	Federation Of Saskatchewan Indians, Inc (1114)	Atelier régional de la Saskatchewan	L'atelier régional offrira une tribune pour discuter des anciens projets financés dans le cadre du Programme d'adaptation aux changements climatiques, pour discuter du nouveau Programme d'adaptation aux changements climatiques des Premières Nations et pour cerner les priorités régionales d'adaptation.	2017 à 2018 : 157 000 $ Total : 157 000 $
Yellow Quill	Première Nation de Yellow Quill (0376)	Évaluation de la vulnérabilité des infrastructures et du bien-être de la communauté de la Première Nation de Yellow Quill aux effets des changements climatiques	Ce projet vise à réaliser une évaluation de la vulnérabilité au moyen de quatre sous-projets distincts afin d'obtenir une vue globale des menaces d'inondation continentale attribuables aux changements climatiques. 1. Collecte de données lidar 2. Étude de la vulnérabilité de la communauté 3. Création de modèles et de cartes pour la dynamique des bassins hydrographiques, l'altimétrie des infrastructures et les prévisions d'inondation 4. Évaluation PIEVC sur l'eau, les usines et réservoirs de traitement des eaux usées	2018 à 2019 : 248 815 $ 2019 à 2020 : 28 600 $ 2020-2021 : 0 $ Total : 277 415 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Bande indienne de Lac La Ronge	Bande indienne de Lac La Ronge (0353)	Planification de l'adaptation aux changements climatiques pour le renforcement des capacités communautaires au moyen des évaluations FireSmart Intelli-feu	La Bande indienne de Lac La Ronge souhaite aborder les répercussions des changements climatiques sur les feux de forêt ainsi que le risque subséquent pour la communauté et ses infrastructures. Ce projet met l'accent sur le renforcement des capacités au moyen d'une évaluation FireSmart Intelli-feu au sein des six communautés de la bande. Cette évaluation débouchera sur un guide de préparation aux feux de forêt et une stratégie d'atténuation des feux de forêt pour chaque communauté.	2018 à 2019 : 97 750 $ 2019 à 2020 : 73 450 $ Total : 171 200 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Première Nation dénésuline de Hatchet Lake	Première Nation dénésuline de Hatchet Lake (0352)	Changements climatiques et adaptation de la santé au sein de la Première Nation dénésuline de Hatchet Lake	La communauté cernera des moyens par lesquels les stratégies d'intervention en cas d'urgence peuvent anticiper et atténuer les menaces au tissu social et culturel de la communauté, tout en renforçant les atouts sociaux et culturels existants pouvant faire partie de la stratégie d'intervention. Ils documenteront les effets du climat, cartographieront les zones à risque de feu de forêt et d'inondation, et prendront des mesures pour réduire ces répercussions, notamment en déterminant l'emplacement des logements et en examinant les stratégies actuelles d'évacuation. Le résultat d'une étude d'évaluation fournira de l'information à la communauté au sujet des répercussions sur la santé et sur la façon dont les dirigeants et les membres peuvent s'adapter. Les membres seront ainsi mieux informés.	2018 à 2019 : 44 480 $ 2022 à 2023 : 11 120 $ Total : 55 600 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Nation crie de Shoal Lake	Nation crie de Shoal Lake (0357)	Découvrir les répercussions des changements climatiques : Prendre des décisions éclairées en matière d'adaptation	Ce projet d'évaluation des risques comprendra : 1. des entrevues avec des membres de la communauté sur la façon dont les changements climatiques touchent la santé, le bien-être et les conditions socio-économiques. 2. une évaluation de l'état et de la qualité des logements afin de cerner les problèmes structuraux. 3. un projet de Photovoix dirigé par les jeunes pour documenter les répercussions physiques des changements climatiques. 4. un projet artistique d'affiche réalisé par les jeunes pour les informer des décisions et des mesures sécuritaires à prendre en cas d'inondation dans la communauté. Le rapport final contribuera à la planification communautaire et sera partagé avec les parties prenantes concernées.	2018 à 2019 : 46 515 $ 2022 à 2023 : 15 505 $ Total : 62 020 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Nation crie de Red Earth	Nation crie de Red Earth (0356)	Comprendre les changements climatiques et leurs répercussions sur la santé au sein de la Nation crie de Red Earth (Saskatchewan)	Ce projet évaluera les effets du climat au moyen d'entrevues avec des membres de la communauté, de projets artistiques réalisés par des jeunes et de la sensibilisation. Les résultats et le rapport final seront transmis à la communauté lors d'une journée portes ouvertes et orienteront les futurs efforts de planification communautaire.	2018 à 2019 : 41 520 $ 2022 à 2023 : 10 380 $ Total : 51 900 $
Première Nation d'Okanese	Première Nation d'Okanese (0382)	Kikawinaw Askiy : Réconciliation avec l'écologie sacrée autochtone	Ce projet complète un projet de surveillance du climat financé par le programme de surveillance à base communautaire. Le promoteur élaborera une stratégie d'adaptation aux changements climatiques dans le cadre d'un processus de planification mobilisant la communauté. La stratégie aidera à orienter la planification future du développement communautaire, de la sécurité publique et des infrastructures.	2018 à 2019 : 27 025 $ Total : 27 025 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Nation crie de James Smith	Nation crie de James Smith (0370)	Évaluation des changements climatiques et de leurs répercussions sur la santé : Nation crie de James Smith	La communauté considère ce projet comme la première année d'un projet pluriannuel. La première année consistera en une évaluation des répercussions des changements climatiques afin d'informer les dirigeants de l'ampleur des problèmes actuels et projetés qui touchent la santé. Des entrevues à l'échelle de la communauté ont été réalisées et des photographies des effets passés et actuels devaient être recueillies. L'objectif de cette première phase est principalement la sensibilisation, afin d'élaborer à terme un plan d'adaptation. Le livrable final de la phase 1 sera un rapport exhaustif, et les résultats seront partagés avec le chef et le conseil, le Grand Conseil de Prince Albert et les agents locaux de santé environnementale. Cela facilitera les efforts de planification des nouvelles infrastructures et des demandes de financement.	2018 à 2019 : 61 875 $ 2019 à 2020 : 20 625 $ Total : 82 500 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
43 Premières Nations de la Saskatchewan	Padc Management Company Ltd. et Grand Conseil de Prince Albert (1040)	Évaluation de la vulnérabilité aux feux de forêt des communautés des Premières Nations de la Saskatchewan	Le projet réalisera une évaluation de la vulnérabilité au niveau de risque de feu de forêt pour 43 communautés des Premières Nations situées dans la forêt boréale et les zones de bordure forestière de la Saskatchewan, afin d'aider les communautés à susciter de l'appui pour les futurs travaux de projets d'atténuation des feux de forêt. Le Grand Conseil de Prince Albert s'associera à la direction de la gestion des feux de forêt du gouvernement de la Saskatchewan.	2018 à 2019 : 64 170 $ 2019 à 2020 : 7 130 $ Total : 71 300 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
11 Premières Nations de la Saskatchewan	Conseil tribal de File Hills Qu'Appelle (1041)	Proposition sur la planification de l'adaptation aux changements climatiques	Le Conseil tribal de File Hills Qu'Appelle (FHQTC) appuiera ses 11 Premières Nations membres pour s'adapter aux répercussions des changements climatiques. Le conseil tribal embauchera un coordinateur des changements climatiques pour élaborer une éducation sur les changements climatiques, planifier un rassemblement sur les changements climatiques et concevoir des directives et des modèles de planification afin d'intégrer la planification de l'adaptation aux changements climatiques dans d'autres formes de planification. Le FHQTC mobilisera ses membres au moyen de séances en ligne et en présentiel, et le savoir écologique traditionnel sera recueilli auprès des communautés membres. Les résultats du projet seront transmis aux Premières Nations membres.	2019 à 2020 : 174 400 $ 2020 à 2021 : 143 360 $ Total : 317 760 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Nation crie de Star Blanket	Nation crie de Star Blanket (0387)	Projet d'adaptation aux changements climatiques des Premières Nations	L'objectif du projet est d'élaborer une stratégie d'adaptation aux changements climatiques pour la communauté de Star Blanket. Les cinq étapes suivantes sont proposées pour atteindre les objectifs du projet : 1. Établir un comité de travail. 2. Élaborer un protocole d'évaluation des risques climatiques. 3. Définir les principales mesures de gestion des risques. 4. Élaborer une stratégie de mise en œuvre. 5. Procéder à un examen communautaire et à une mise à jour continue du plan pour une mise en œuvre améliorée.	2019 à 2020 : 99 360 $ 2020 à 2021 : 0 $ Total : 99 360 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Nation crie d'Onion Lake	Nation crie d'Onion Lake (0344)	Adaptation aux changements climatiques – Évaluation du drainage	Le projet proposé comprendra une évaluation des systèmes de drainage communautaires pour déterminer si les infrastructures existantes ont une capacité suffisante pour gérer les événements de précipitations extrêmes actuels et futurs. Cette évaluation cernera les zones où les infrastructures devraient être modernisées afin de réduire le risque d'inondation, ainsi que les zones où les infrastructures existantes devraient être entretenues. Une fois terminée, l'évaluation orientera la construction des futures infrastructures de drainage.	2019 à 2020 : 168 560 $ Total : 168 560 $
Conseil tribal de Meadow Lake	Conseil tribal de Meadow Lake (1120)	Atténuation des répercussions des changements climatiques au moyen de la cartographie des risques d'inondation	Le financement soutiendra l'utilisation de la technologie des drones pour cartographier la topographie de chaque réserve et utiliser cette information pour la cartographie des risques d'inondation. Les renseignements recueillis seront utilisés par les réserves pour l'aménagement du territoire.	2019 à 2020 : 86 638 $ 2020 à 2021 : 86 638 $ Total : 173 276 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Nation crie d'Onion Lake	Nation crie d'Onion Lake (0344)	Renforcement de la capacité communautaire à s'adapter aux changements climatiques au sein de la Nation crie d'Onion Lake	Ce projet évaluera les risques climatiques auxquels est confrontée la Nation crie d'Onion Lake au moyen de consultations auprès de la communauté, de la collecte du savoir des Aînés et de l'examen des renseignements scientifiques concernant les changements climatiques sur les terres de la Nation crie d'Onion Lake. Le projet comprendra également des séances de planification stratégique avec un conseil des jeunes et les dirigeants communautaires, des séances de mobilisation communautaire et de la formation en classe pour accroître la capacité de la communauté à entreprendre des mesures d'adaptation planifiées.	2019 à 2020 : 74 790 $ 2020 à 2021 : 128 172 $ Total : 202 962 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Première Nation de Waterhen Lake	Première Nation de Waterhen Lake (0402)	Inondation dans la Première Nation de Waterhen Lake	La Première Nation de Waterhen Lake propose un projet de cartographie des inondations pour le secteur de la rivière Beaver entourant la communauté afin de planifier les répercussions actuelles et futures des changements climatiques, notamment les inondations. La Première Nation de Waterhen Lake s'associera à un consultant pour établir les limites d'inondation de la rivière Beaver au sein de la communauté et de la zone environnante, et des options conceptuelles d'atténuation des inondations seront présentées. Les résultats du projet aideront la communauté à s'adapter aux variations des conditions météorologiques et fourniront à la Nation des cartes d'inondation techniques offrant un portrait plus complet, lesquelles serviront à orienter la construction de logements et d'infrastructures routières au sud de la rivière Beaver.	2020 à 2021 : 177 158 $ 2021 à 2022 : 21 218 $ Total : 198 376 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Première Nation George Gordon	Wichehtowak Limnos Consulting Services Ltd. (8985) (pour la Première Nation George Gordon [0391])	Programme d'adaptation de la Première Nation George Gordon	Financement pour entreprendre une évaluation des risques liés aux changements climatiques et une planification de l'adaptation. Le projet comprendra l'utilisation à la fois du savoir et des protocoles autochtones et des méthodologies de la science occidentale.	2020 à 2021 : 130 065 $ 2021 à 2022 : 130 065 $ Total : 260 130 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Première Nation Cote, Keeseekoose, Première Nation The Key, Première Nation de Kahkewistahaw, Première Nation Zagime (Sakimay)	Conseil tribal de Yorkton (1122)	Évaluation et vulnérabilités climatiques du sud de la Saskatchewan	Le projet renforcera la sensibilisation aux changements climatiques dans les communautés membres participantes, élaborera des évaluations des risques climatiques et des plans d'adaptation communautaires en ce qui concerne les infrastructures communautaires et la préparation aux urgences.	2020 à 2021 : 115 500 $ 2021 à 2022 : 84 500 $ 2022 à 2023 : 29 500 $ Total : 229 500 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Nation crie de Red Earth	Nation crie de Red Earth (0356)	Cartographier les inondations sur nos terres	La Nation crie de Red Earth propose un projet communautaire pour réaliser des évaluations des risques axées sur les inondations continentales. Le projet se déroulera sur un an avec pour objectif la collecte de renseignements et la cartographie de l'étendue des inondations. Le savoir sur le territoire détenu par les Aînés, les femmes, les chasseurs, les pêcheurs, les piégeurs et les cueilleurs sera recueilli et reporté sur des cartes imprimées par des professionnels. Le Grand Conseil de Prince Albert fournira un soutien en nature pour reporter les renseignements cartographiques dessinés à la main sur des cartes imprimées par des professionnels.	2021 à 2022 : 167 613 $ Total : 167 613 $

Nation crie d'Onion Lake	Nation crie d'Onion Lake (0344)	Planification de l'adaptation pour les zones recensées à haut risque d'inondation	La Nation crie d'Onion Lake propose une évaluation du drainage afin de planifier les répercussions actuelles et futures des changements climatiques. Le projet, qui s'appuie sur les résultats de l'étude de drainage de 2019 financée par le Programme d'adaptation aux changements climatiques des Premières Nations, examinera les terres au sud de la limite précédemment étudiée, incluant les terres appartenant à la Nation crie d'Onion Lake, jusqu'à la bordure de la rivière Saskatchewan Nord. Tout comme l'étude précédente, la Nation crie d'Onion Lake s'associera à un consultant pour analyser les zones inondables de la communauté, évaluer l'état des ponceaux qui contribuent au mauvais drainage communautaire et déterminer des mesures d'atténuation afin de protéger les infrastructures de la Nation crie d'Onion Lake (avec des estimations de coût de classe D). Les résultats du projet aideront la communauté à s'adapter aux variations des conditions météorologiques et fourniront à la Nation des cartes d'inondation techniques offrant un portrait plus complet, lesquelles serviront à orienter la planification communautaire concernant la construction de nouvelles	2021 à 2022 : 210 000 $ Total : 210 000 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
			infrastructures et d'initiatives potentielles pour protéger les infrastructures existantes contre les inondations.	
Pelican Lake, Witchekan Lake	Conseil tribal d'Agency Chiefs (1087)	Intervention du Conseil tribal d'Agency Chiefs face aux inondations continentales	Le Conseil tribal d'Agency Chiefs propose un projet régional pour réaliser des évaluations des risques et une planification de l'adaptation axées sur les inondations continentales. Le projet sera réalisé sur deux ans et aidera la communauté à mieux comprendre les risques d'inondation et de changements climatiques, tout en fournissant des recommandations de mesures d'adaptation pour les infrastructures et la planification communautaire. Le projet comprendra la mobilisation communautaire, l'intégration du savoir autochtone et une évaluation du drainage pour les deux communautés de la Première Nation de Pelican Lake et de la Première Nation de Witchekan Lake. L'Université de la Saskatchewan et l'Université de Calgary fourniront le soutien technique et d'ingénierie.	2021 à 2022 : 203 550 $ 2022 à 2023 : 207 575 $ Total : 411 125 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Bande indienne de Lac La Ronge	Bande indienne de Lac La Ronge (0353)	Planification de l'adaptation aux changements climatiques pour le renforcement des capacités communautaires au moyen de stratégies d'atténuation des feux de forêt et de la cartographie des zones inondables, et recommandations de processus d'adaptation	La Bande indienne de Lac La Ronge propose une cartographie communautaire des inondations et une évaluation des risques pour les infrastructures communautaires. Le projet se déroulera sur deux ans et consistera en des études locales des zones inondables fondées sur la mobilisation communautaire et les technologies du SIG. L'occasion est également offerte de renforcer les capacités grâce à la formation au SIG et à la planification de l'adaptation dans chacune des communautés de la Bande de Lac La Ronge. Ce projet s'appuiera sur les renseignements recueillis dans le cadre de FireSmart Intelli-feu et sera adapté aux besoins de chacune des six communautés.	2021 à 2022 : 90 225 $ 2022 à 2023 : 55 025 $ Total : 145 250 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
11 Premières Nations de la Saskatchewan	Conseil tribal de File Hills Qu'Appelle (1041)	Proposition sur la planification de l'adaptation aux changements climatiques	Le Conseil tribal de File Hills Qu'Appelle (FHQTC) réalise un projet de planification de l'adaptation; il comble les lacunes dans les connaissances qui ont été découvertes lors du projet précédent réalisé par le conseil tribal. Le projet dure deux ans et aborde les préoccupations communautaires associées aux urgences naturelles et aux infrastructures des Premières Nations. L'objectif principal du projet est de réaliser des évaluations des changements climatiques et de dresser des plans d'adaptation pour la partie inférieure de la rivière Qu'Appelle et le parc interprovincial des collines Cypress. Cet objectif sera atteint au moyen d'évaluations régionales des risques, de la mobilisation communautaire et de la collecte du savoir autochtone. Ce projet sera entrepris en tenant compte des considérations des 11 nations membres.	2021 à 2022 : 172 260 $ 2022 à 2023 : 169 510 $ Total : 341 770 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Première Nation Lean Man de Mosquito Grizzly Bear's Head	Première Nation de Mosquito (0343)	Cartographie du potentiel d'inondation et évaluation du drainage	La Première Nation Lean Man de Mosquito Grizzly Bear's Head propose un projet qui combinera l'évaluation des risques, la cartographie des inondations, la planification de l'adaptation et l'analyse coûts-avantages. La principale préoccupation de la communauté est l'augmentation des problèmes de drainage, ce qui pose un risque accru pour les infrastructures communautaires. Ce projet comprend la collecte de données topographiques, un levé et l'évaluation des ponceaux, l'évaluation du drainage et la cartographie du potentiel d'inondation. Associated Engineering Ltd fournira des services pour le compte de la communauté.	2022 à 2023 : 147 000 $ Total : 147 000 $

Bande d'Okanese	Bande d'Okanese (0382)	Kikawinaw Askiy : Réconciliation avec l'écologie sacrée autochtone	Financement accordé à la Première Nation d'Okanese pour élaborer une évaluation des risques liés aux changements climatiques et une évaluation du drainage afin d'améliorer la résilience aux inondations et aux sécheresses. Ce projet s'appuie sur les résultats du projet précédent mené avec le Programme d'adaptation aux changements climatiques des Premières Nations (Kikawinaw Askiy), lequel a permis de mettre sur pied un réseau de surveillance du climat et de produire un plan d'adaptation aux changements climatiques ayant défini les inondations et la sécheresse comme une préoccupation et une priorité clés pour le présent projet. L'étude, que la communauté réalisera avec le soutien technique de son consultant, vise à évaluer les risques liés aux changements climatiques et à produire une évaluation du drainage tout en adoptant une approche du double regard qui associe la science occidentale et le savoir autochtone. Les résultats de cette étude permettront à la communauté de s'adapter aux variations des conditions météorologiques et fourniront à la Nation des cartes d'inondation techniques, lesquelles serviront à la communauté pour corriger les	2022 à 2023 : 184 000 $ 2023 à 2024 : 487 466 $ Total : 671 466 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
			problèmes de drainage et hiérarchiser les futures mesures d'adaptation à mettre en œuvre dans la Première Nation d'Okanese.	

Première Nation de Nekaneet, Première Nation Lakota de Wood Mountain, Première Nation de Piapot, Nation des Saulteaux de Muscowpetung, Première Nation de Pasqua, bande des nations cries et assiniboines de Little Black Bear, Première	Conseil tribal de File Hills Qu'Appelle (1041)	Stratégie d'adaptation aux changements climatiques	Financement du Conseil tribal de File Hills Qu'Appelle (CTFHQ) pour la réalisation d'un projet en plusieurs phases visant à soutenir la planification des mesures d'adaptation pour faire face aux répercussions des changements climatiques. L'étude, qui s'appuie sur des travaux antérieurs réalisés par le CTFHQ, vise à élaborer une évaluation régionale des risques climatiques pour le territoire du traité no 4, à élaborer une stratégie et un plan d'action d'adaptation du CTFHQ et à effectuer une évaluation des risques liés aux eaux souterraines dans le contexte des changements climatiques. Le CTFHQ tirera parti de ses relations existantes avec un partenaire universitaire pour mener à bien le travail et offrira également aux jeunes l'occasion de participer au projet de manière significative au moyen de la mobilisation directe et de la formation. Les résultats de ce projet fourniront au CTFHQ un aperçu régional des répercussions des changements climatiques, ce qui pourrait aider à éclairer les stratégies et les priorités d'adaptation localisées des communautés membres.	2023 à 2024 : 368 669 $ 2024 à 2025 : 370 119 $ 2025-2026 : 1 000 $ Total : 739 788 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Nation d'Okanese, Nation crie de Star Blanket, Nation crie de Peepeekisis, Nation Nakoda de Carry the Kettle.				

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Nation crie de Red Earth	Nation crie de Red Earth (0356)	Changements climatiques, inondations annuelles et saisonnières sur nos terres et répercussions socio-économiques pour les Cris de Red Earth	Financement accordé à la Nation crie de Red Earth pour réaliser une cartographie des inondations dirigée par la communauté, en s'appuyant sur les résultats du projet de cartographie des inondations de Red Earth réalisé en 2021-2022. L'étude précédente a permis à Red Earth de recueillir le savoir autochtone auprès de divers détenteurs de savoirs afin de déterminer les zones inondables au sein de la communauté. Le projet mettra à profit ces conclusions pour continuer à recueillir les commentaires des membres de la communauté qui n'ont pas participé à la phase précédente en raison des restrictions liées à la COVID-19. Ces renseignements seront utilisés pour soutenir la protection et la préservation des infrastructures communautaires et des sites d'importance culturelle exposés au risque d'érosion côtière et d'inondation. Ils soutiendront également les pratiques de gestion des urgences et orienteront l'aménagement du territoire.	2023 à 2024 : 95 760 $ 2024 à 2025 : 20 160 $ Total : 115 920 $

Première Nation de Witchekan Lake	Première Nation de Witchekan Lake (407)	Utilisation des connaissances locales et de la cartographie des inondations pour soutenir la résilience climatique à Witchekan Lake	Financement de la Première Nation de Witchekan Lake pour réaliser une étude de cartographie des inondations en plusieurs phases afin d'appuyer la planification des mesures d'adaptation pour faire face aux répercussions des changements climatiques. L'étude, qui est éclairée par les lacunes antérieures dans les données relevées dans le cadre du projet de cartographie des inondations du Conseil tribal d'Agency Chiefs précédemment soutenu par le programme, vise à mieux évaluer les risques d'inondation liés à la montée des nappes phréatiques, tout en adoptant une approche à double perception qui combine la science occidentale et le savoir autochtone, en mettant l'accent sur le renforcement des capacités. Les résultats de cette étude aideront la Première Nation de Witchekan Lake à s'adapter aux changements météorologiques et fourniront à la Nation des cartes techniques des inondations, qui serviront à éclairer la planification communautaire future concernant la construction de nouvelles infrastructures et les initiatives potentielles pour protéger les infrastructures existantes contre les inondations et les nappes phréatiques élevées.	2023 à 2024 : 121 807 $ 2024 à 2025 : 315 175 $ 2025 à 2026 : 1 500 $ Total : 438 482 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
			Il appuiera également les pratiques de gestion des urgences et éclairera l'aménagement du territoire.	
Première Nation George Gordon	Wicehtowak Limnos Consulting Services LP (WLCS), propriété exclusive de la Première Nation George Gordon (391) et organisme coordinateur de son intendance	Évaluation des ressources traditionnelles autochtones : Créer un avenir climatique résilient	Financement de WLCS pour mener une évaluation des lacunes dans les données climatiques et une planification des mesures d'adaptation pour faire face aux répercussions des changements climatiques. L'étude, qui s'appuie sur les efforts antérieurs de planification des mesures d'adaptation aux changements climatiques de WLCS financés par le programme, a déterminé le besoin de données climatiques plus localisées pour aider à éclairer les futures initiatives d'adaptation dans la Nation. Ce projet vise à définir le climat passé sur le territoire traditionnel de la communauté afin de prédire les conditions futures en intégrant une approche à double perspective qui allie la science occidentale et le savoir autochtone. Ce travail permettra à la communauté de développer un outil de résilience climatique qui aidera la Nation à progresser vers la souveraineté climatique.	2023 à 2024 : 241 960 $ 2024 à 2025 : 30 245 $ 2025 à 2026 : 30 245 $ Total : 302 450 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Première Nation de Kawacatoose	Première Nation de Kawacatoose (0393)	Évaluation des risques de sécheresse sur la réserve de la Première Nation de Kawacatoose	Financement pour la Première Nation de Kawacatoose pour réaliser un projet d'évaluation des risques de sécheresse dans sa réserve en vue de soutenir la planification de l'adaptation aux répercussions des changements climatiques. L'étude, que la Première Nation de Kawacatoose mènera à bien grâce au soutien technique de son partenaire universitaire, vise à résoudre les problèmes de sécheresse qui menacent la sécurité alimentaire de la communauté au moyen d'une évaluation des risques et d'un plan d'adaptation reposant sur des activités de sensibilisation et de mobilisation de la communauté. Le projet aidera la communauté à s'adapter aux changements climatiques, à réduire les répercussions des sécheresses sur la sécurité alimentaire et à définir les futures priorités en matière d'adaptation.	2024 à 2025 : 89 333 $ 2025 à 2026 : 121 000 $ 2026 à 2027 : 106 950 $ Total : 317 283 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
Première Nation de Muskowekwan	Première Nation de Muskowekwan (0392)	Évaluation des risques de sécheresse sur la réserve de la Première Nation de Muskowekwan	Financement pour la Première Nation de Muskowekwan pour réaliser un projet d'évaluation des risques de sécheresse dans sa réserve en vue de soutenir la planification de l'adaptation aux répercussions des changements climatiques. L'étude, que la Première Nation de Kawacatoose mènera à bien grâce au soutien technique de son partenaire universitaire, vise à résoudre les problèmes de sécheresse qui menacent la sécurité alimentaire de la communauté au moyen d'une évaluation des risques et d'un plan d'adaptation reposant sur des activités de sensibilisation et de mobilisation de la communauté. Le projet aidera la communauté à s'adapter aux changements climatiques, à réduire les répercussions des sécheresses sur la sécurité alimentaire et à définir les futures priorités en matière d'adaptation.	2024 à 2025 : 94 333 $ 2025 à 2026 : 149 000 $ 2026 à 2027 : 106 950 $ Total : 350 283 $

Première Nation des Nakota de Pheasant Rump	Première Nation des Nakota de Pheasant Rump (0409)	Cartographie des inondations sur la réserve de la Première Nation des Nakota de Pheasant Rump	Financement pour la Première Nation des Nakota de Pheasant Rump pour réaliser une étude pluriannuelle de cartographie des zones inondables en vue de soutenir la planification de l'adaptation aux répercussions des changements climatiques. L'étude, que la communauté mènera à bien grâce au soutien technique de ses experts-conseils et de son partenaire universitaire, vise à évaluer les risques d'inondation et les conséquences saisonnières de l'élévation de la nappe phréatique dans la communauté, en adoptant une approche à double perspective qui allie la science occidentale et les connaissances autochtones. Les résultats de l'étude aideront la Première Nation à s'adapter à l'évolution des conditions météorologiques, à dresser des cartes techniques des zones inondables et à élaborer un plan de gestion des eaux, lequel servira à éclairer la planification communautaire en ce qui concerne la construction d'infrastructures et la création potentielle d'initiatives visant à protéger les infrastructures existantes contre les inondations et l'élévation de la nappe phréatique. L'étude soutiendra les pratiques de gestion des urgences et	2024 à 2025 : 263 606 $ 2025 à 2026 : 131 359 $ 2026 à 2027 : 156 931 $ Total : 551 896 $

Communauté	Bénéficiaire	Nom du projet	Description	Financement
			contribuera à l'élaboration d'un plan d'intervention communautaire en cas d'inondation ainsi qu'à la modification du plan d'aménagement des terres de la Première Nation des Nakota de Pheasant Rump.	

Les Nations qui ne figurent pas sur cette liste et n'ont pas eu accès au PACC.

Territoire visé par le traité nº 4

- Conseils tribaux de la Saskatchewan (en anglais seulement); Première Nation de Cowessess – Une Première Nation indépendante non affiliée à un conseil tribal.
- Conseils tribaux de la Saskatchewan (en anglais seulement); Première Nation d'Ochapowace – Membre du conseil tribal South-East Treaty #4.
- Conseils tribaux de la Saskatchewan (en anglais seulement); Première Nation de White Bear – Membre du conseil tribal South-East Treaty #4.
- Peuples autochtones de la Saskatchewan; Première Nation de Fishing Lake – Une Première Nation indépendante non affiliée à un conseil tribal.

Territoire visé par le traité nº 5

- Nation crie de Cumberland House – Membre du Grand Conseil de Prince Albert.

Territoire visé par le traité nº 6

- Fédération des nations autochtones souveraines (en anglais seulement); Nation crie de Beardy et d'Okemasis – Une Première Nation indépendante non affiliée à un conseil tribal.
- Fédération des nations autochtones souveraines (en anglais seulement); Bande de Big Bear – Une Première Nation indépendante non affiliée à un conseil tribal.
- Federation of Sovereign Indigenous Nation (en anglais seulement); Première Nation de Thunderchild – Une Première Nation indépendante non affiliée à un conseil tribal.
- Peuples autochtones de la Saskatchewan; Première Nation de Chakastaypasin – Une Première Nation indépendante non affiliée à un conseil tribal.

Territoire visé par le traité nº 8

- Conseils tribaux de la Saskatchewan (en anglais seulement); Première Nation dénésuline de Black Lake – Membre du Grand Conseil de Prince Albert.
- Nation dénésuline de Fond du Lac – Membre du Grand Conseil de Prince Albert.

Territoire visé par le traité nº 10

- Conseils tribaux de la Saskatchewan (en anglais seulement); Nation dénée de Clearwater River – Membre du Conseil tribal de Meadow Lake.
- Conseils tribaux de la Saskatchewan (en anglais seulement); Première Nation crie de Canoe Lake – Membre du Conseil tribal de Meadow Lake.
- Conseils tribaux de la Saskatchewan (en anglais seulement); Première Nation d'English River – Membre du Conseil tribal de Meadow Lake.
- Conseils tribaux de la Saskatchewan Nation dénée de Birch Narrows – Membre du Conseil tribal de Meadow Lake.
- Nation dénée de Buffalo River – Membre du Conseil tribal de Meadow Lake.s

Annexe D : Ordres du jour des séances de mobilisation

En présentiel

Mobilisation des Premières Nations sur la cartographie des zones inondables en Saskatchewan

Mardi 18 novembre 2025

Sandman Hotel and Suites Regina

1800, avenue Victoria Est, Regina (Saskatchewan)

9 h 30 à 14 h 30

8 h 45	Collation du matin et rafraîchissements Arrivez tôt pour vous inscrire et prendre des rafraîchissements avec nous.
9 h 30	Accueil et présentations Accueil et ouverture par l'Aîné Art Francis, Première Nation de Piapot; accueil et présentations par l'animatrice Cara Lenoir, Mahihkan Management Tour de table et présentations
10 h 00	Aperçu des lacunes de la cartographie des zones inondables
10 h 15	Bloc de discussion 1 1. Quels sont les enjeux et les défis auxquels votre communauté fait face en matière de cartographie des zones inondables? 2. Comment les guides d'orientation peuvent-ils être modifiés afin de protéger les activités d'utilisation traditionnelle des terres dans votre territoire traditionnel?
11 h 30	Aperçu de l'accès aux données et de l'utilisation de la cartographie des zones inondables
12 h 15	Dîner

13 h 00	Bloc de discussion 2 3. Outre le financement, comment RNCan peut-il aider votre communauté de Première Nation à accéder à des données supplémentaires pour la cartographie des zones inondables? 4. Quelles données permettraient d'appuyer de bonnes prises de décision en matière de cartographie des zones inondables dans votre communauté de Première Nation? 5. Quel devrait être le processus d'accès aux données de RNCan pour la cartographie des zones inondables?
14 h 00	Principales conclusions de Ressources naturelles Canada
14 h 15	Prochaines étapes et réflexions finales
14 h 30	Clôture de la séance

Virtuel

Mobilisation des Premières Nations sur la cartographie des zones inondables en Saskatchewan

Mercredi 11 février 2026

9 h 30 à 12 h 00 HNC

9 h 30	Accueil et présentations Accueil et ouverture par un Aîné Accueil et présentations par l'animatrice Cara Lenoir, Mahihkan Management
9 h 50	Aperçu de la cartographie des zones inondables – Ce que nous entendons par cartographie des zones inondables • Présenté par Jean-Samuel Proulx-Bourque, Ressources naturelles Canada Ce que nous avons entendu lors de la séance de mobilisation de Regina • Présenté par David Cook, Ressources naturelles Canada
10 h 05	Aperçu des lacunes de la cartographie des zones inondables
10 h 15	Bloc de discussion 1 1. Quels sont les défis et les enjeux auxquels votre communauté fait face en matière de cartographie des zones inondables? 2. Quels sont les effets des inondations sur vos zones traditionnelles? Que fait-on pour atténuer les répercussions?
11 h 00	Aperçu de l'accès aux données et de l'utilisation de la cartographie des zones inondables – Examen des cartes et des ressources – Présenté par Juno Garrah, Ressources naturelles Canada

11 h 10	Bloc de discussion 2 3. Outre le financement, quels renseignements et quels soutiens vous aideraient à réaliser des cartes des zones inondables pour votre communauté?
11 h 45	Principales conclusions de Ressources naturelles Canada
11 h 55	Prochaines étapes et réflexions finales
12 h 00	Clôture de la séance

Annexe E : Liste des nations et organisations participantes

Premières Nations participantes

- Bande Chakastaypasin
- Bande indienne de Lac La Ronge
- Birch Narrows Dene Nation
- Nation crie d'Ahtahkakoop
- Nation crie d'Onion Lake
- Nation crie de Beardy et d'Okemasis
- Nation crie de Saddle Lake
- Nation crie de Star Blanket
- Nation dénée de Buffalo River
- Nation Nakoda de Carry the Kettle
- Nation Ochapowace
- Première Nation de Cowessess
- Première Nation de Flying Dust
- Première Nation de Kahkewistahaw
- Première Nation de Kawacatoose
- Première Nation de Makwa Sahgaiehcan
- Première Nation de Muskoday
- Première Nation de One Arrow
- Première Nation de Pasqua
- Première Nation de Pelican Lake
- Première Nation de Piapot
- Première Nation de Red Earth
- Première Nation de Sturgeon Lake
- Première Nation de White Bear
- Première Nation des Nakota de Pheasant Rump
- Première Nation Zagimē Anishinabēk

Organisations et conseils tribaux des Premières Nations

- Conseil tribal de File Hills Qu'Appelle
- Conseil tribal de Saskatoon
- Conseil tribal de Yorkton
- Grand Conseil de Prince Albert